

doc
CA1
EA980
A56
FRE
1997/98

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



1997/98 RAPPORT ANNUEL SUR LES
RÉSULTATS OBTENUS PAR LE CANADA DANS
LA PASSATION DE MARCHÉS AVEC LA
BANQUE MONDIALE ET LA
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Canada

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
1998
RETURN TO DEPARTMENT LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

TABLE DES MATIÈRES

Résumé
Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement
Données sur la passation de marchés avec la Banque mondiale en 1997
1997/98 RAPPORT ANNUEL
SUR LES
RÉSULTATS OBTENUS PAR LE CANADA DANS
LA PASSATION DE MARCHÉS AVEC LA
BANQUE MONDIALE ET LA
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

La cycle d'un projet et la passation des marchés
Références pour les appels d'offres
Rapport de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement
à des sociétés canadiennes
Les sociétés canadiennes gagnent des marchés de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement en 1997

PRÉPARER JUILLET 1998 PAR LE

BUREAU DE LIAISON AVEC LES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

AMBASSADE DU CANADA
WASHINGTON, D.C.

55403767

THE UNIVERSITY OF
MICHIGAN LIBRARY

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY
ANN ARBOR, MICHIGAN 48106-1000
TEL: 734 763 1000 FAX: 734 763 1001
WWW: WWW.LIBRARY.MICHIGAN.EDU

THE UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARY
ANN ARBOR, MICHIGAN 48106-1000
TEL: 734 763 1000 FAX: 734 763 1001
WWW: WWW.LIBRARY.MICHIGAN.EDU

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	1
Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement	3
Données sur la passation de marchés avec la Banque mondiale en 1997	5
Décaissements au Canada relativement au reste du monde	5
Classement international du Canada pour les décaissements par habitant	6
Décaissements en faveur du Canada par catégorie de marché	7
Données sur l'adjudication des marchés par la Banque mondiale	9
Marchés adjugés au Canada, par région	10
Données sur la passation de marchés avec la BID en 1997	12
Décaissements au Canada relativement au reste du monde	12
Données sur l'adjudication des marchés par la BID	14
Le contexte de la Banque mondiale et de la BID	15
Le cycle d'un projet et la passation des marchés	15
Répercussions pour les sociétés canadiennes	17
Rapport sur les marchés de la Banque mondiale adjugés à des sociétés canadiennes	18
Les sociétés ayant obtenu des marchés de la Banque mondiale et de la BID en 1997	19
Conclusion	21
Annexes de la Banque mondiale	
Annexe 1: Décaissements étrangers à destination du Canada, par pays emprunteur et par catégorie (Exercice 1997)	23
Annexe 2: Contrats faisant l'objet d'un examen préalable qui ont été adjugés au Canada (Exercice 1997)	27
Annexe 3: Tableaux statistiques	41
Annexes de la Banque interaméricaine de développement	
Annexe 4: Marchés adjugés au Canada (Exercice 1997)	43
Annexe 5: Tableaux statistiques	47
Annexes générales	
Annexe 6: Le rôle du BLIFI à Washington	49

Ce document est disponible sur le Web au:

www.cdnemb-washdc.org

This publication is also available in English.

1 Résumés

2 Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement

3 Données sur la prestation de marchés avec la Banque mondiale en 1997

4 Déplacements au Canada relativement au reste du monde

5 Classement international du Canada pour les déplacements par habitant

6 Déplacements en faveur du Canada par catégorie de marché

7 Données sur l'adjudication des marchés par la Banque mondiale

8 Marchés adjugés au Canada, par région

9

10 Données sur la prestation de marchés avec le GIC en 1997

11 Déplacements au Canada relativement au reste du monde

12 Données sur l'adjudication des marchés par le GIC

13

14 Le contexte de la Banque mondiale et de la BID

15 Le cycle de son projet et la prestation des marchés

16 Répercussions pour les sociétés canadiennes

17 Rapport sur les marchés de la Banque mondiale adjugés à des sociétés canadiennes

18 Les sociétés ayant obtenu des marchés de la Banque mondiale et de la BID en 1997

19

20 Conclusion

21

22 Annexes de la Banque mondiale

Annexe 1: Déplacements étrangers à destination du Canada, par pays, regroupés et par région (exercice 1997)

23

Annexe 2: Contrats faisant l'objet d'un examen préalable du GIC des sociétés au Canada (exercice 1997)

24

Annexe 3: Tendances électorales

25

Annexes de la Banque interaméricaine de développement

Annexe 4: Les clients adjugés au Canada (exercice 1997)

26

Annexe 5: Tendances électorales

27

Annexes finales

Annexe 6: Le rôle du GIC à Washington

28

Le document est disponible sur le Web au www.ec.gc.ca/bid

Les publications de cette série sont disponibles à l'adresse www.ec.gc.ca/bid

RÉSUMÉ

En 1997, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'une valeur de 19,1 milliards de dollars US et la Banque interaméricaine de développement (BID) en a approuvé pour 6 milliards de dollars US. Vu que le Canada est actionnaire de la Banque mondiale et de la BID, les sociétés canadiennes peuvent soumissionner les achats d'équipement, les travaux de génie civil et les services de consultation liés à ces prêts.

En 1997, les décaissements de la Banque mondiale et de la BID à des sociétés canadiennes se sont élevés respectivement à 155 millions et 21,8 millions de dollars US. Des sociétés canadiennes ont remporté 149 marchés financés par la Banque mondiale, d'une valeur de 84,1 millions de dollars US, et 19 marchés financés par la BID, d'une valeur de 5,7 millions de dollars US.

Ces dernières années, l'impression s'est répandue que le Canada « n'obtient pas sa part » de ces marchés. En réalité, la situation est plus complexe. Mais pour broser un tableau exact des résultats obtenus par le Canada dans ce domaine, il ne suffit pas d'étudier les chiffres, il faut comprendre les répercussions du cycle d'un projet et de la de passation des marchés avec la Banque mondiale et la BID sur les entreprises canadiennes. Plusieurs facteurs influent sur la compétitivité des sociétés canadiennes. Ces dernières doivent avoir une présence locale, s'engager envers le marché régional ou national et être disposées à investir une partie importante de leurs ressources à la recherche de marchés financés par la Banque mondiale et la BID.

Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions sans émettre de réserves, quand on les examine dans leur contexte, deux tendances se dégagent des données sur les marchés adjugés en 1997 : les entreprises canadiennes continuent d'exceller dans la catégorie de la consultation, et les grandes sociétés ainsi que les sociétés possédant une solide expérience internationale ont obtenu des marchés plus importants et plus nombreux que les petites et moyennes entreprises et les sociétés possédant moins d'expérience internationale.

Afin que le Canada remporte plus de marchés, on a déployé de grands efforts pour promouvoir les débouchés financés par les institutions financières internationales (IFI), convaincus que ces efforts encourageraient plus d'entreprises canadiennes à soumissionner. Mais le présent rapport démontre que même si elle est importante, la sensibilisation accrue des représentants du secteur privé ne suffit pas pour que le Canada obtienne plus de marchés.

Le défi pour les Canadiens qui ont affaire aux IFI consiste à trouver comment ils peuvent contribuer à accroître non seulement le nombre de soumissions mais aussi le nombre de soumissions *concurrentielles* présentées par des entreprises canadiennes.

En 1997, le Fonds mondial a approuvé des prêts d'une valeur de 18,7 milliards de dollars US et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) en a approuvé pour 7 milliards de dollars US. Vu que le Canada est autonome de la Banque mondiale et de la BID, les sociétés canadiennes peuvent occasionnellement les sollicités d'équipement, les travaux de génie civil et les services de consultation liés à ces prêts.

En 1997, les déboursements de la Banque mondiale et de la BID à des sociétés canadiennes se sont élevés respectivement à 150 millions et 21,8 millions de dollars US. Des sociétés canadiennes ont remporté 143 marchés financiers et la Banque mondiale, d'une valeur de 64,1 millions de dollars US et 13 marchés financiers par la BID, d'une valeur de 5,7 millions de dollars US.

Ces dernières années, l'attention s'est déplacée des marchés du Canada vers d'autres pays de la région. En effet, la situation est plus complexe, étant donné qu'il y a un grand nombre de sociétés canadiennes qui ont des activités dans ces pays. Il ne s'agit pas de vendre les produits, il faut comprendre les réglementations de ces pays pour être en mesure de conclure des marchés avec la Banque mondiale et la BID en tant qu'entreprises canadiennes. Plusieurs facteurs influent sur la compétitivité des sociétés canadiennes. Ces facteurs sont les suivants: l'accès aux marchés locaux, l'accès aux marchés régionaux et internationaux et les dépenses. Les sociétés canadiennes doivent être conscientes de ces facteurs et travailler en conséquence avec la Banque mondiale et la BID.

Les sociétés canadiennes doivent être conscientes de ces facteurs et travailler en conséquence avec la Banque mondiale et la BID. Les sociétés canadiennes doivent être conscientes de ces facteurs et travailler en conséquence avec la Banque mondiale et la BID. Les sociétés canadiennes doivent être conscientes de ces facteurs et travailler en conséquence avec la Banque mondiale et la BID.

Alors que le Canada continue de se développer, un grand nombre de sociétés canadiennes ont des activités dans d'autres pays de la région. En effet, la situation est plus complexe, étant donné qu'il y a un grand nombre de sociétés canadiennes qui ont des activités dans ces pays. Il ne s'agit pas de vendre les produits, il faut comprendre les réglementations de ces pays pour être en mesure de conclure des marchés avec la Banque mondiale et la BID en tant qu'entreprises canadiennes.

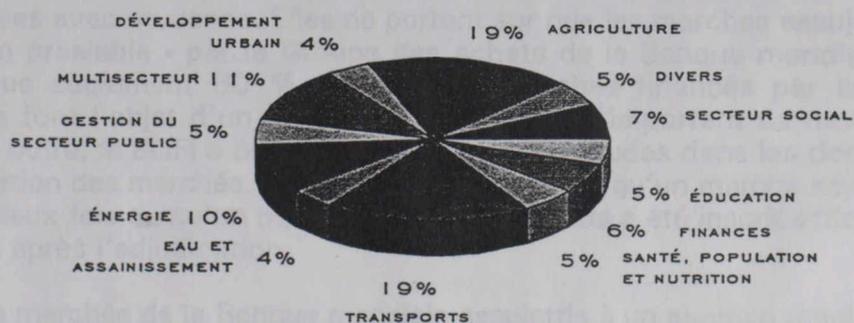
La BID et la Banque mondiale ont des activités dans d'autres pays de la région. En effet, la situation est plus complexe, étant donné qu'il y a un grand nombre de sociétés canadiennes qui ont des activités dans ces pays. Il ne s'agit pas de vendre les produits, il faut comprendre les réglementations de ces pays pour être en mesure de conclure des marchés avec la Banque mondiale et la BID en tant qu'entreprises canadiennes.

LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE ET LA BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

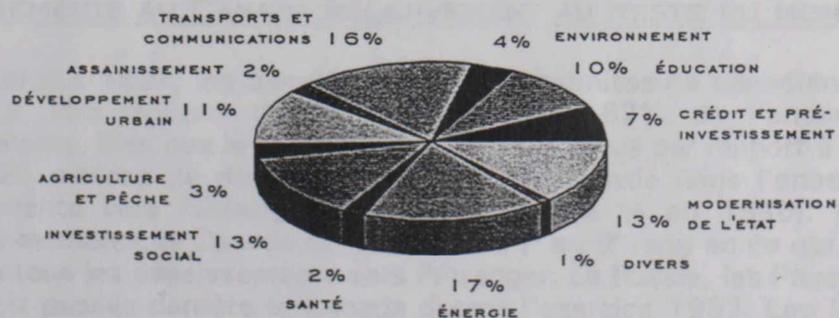
Le Groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont le même but fondamental : promouvoir et accélérer le développement social et économique des pays emprunteurs. Le principal moyen employé pour atteindre ce but consiste à accorder des prêts à des gouvernements emprunteurs pour appuyer des projets de développement. En 1997, la Banque mondiale et la BID ont financé des projets dans de nombreux secteurs, depuis la santé jusqu'aux marchés des capitaux en passant par l'énergie et les réformes juridiques.

La valeur des prêts est impressionnante. En 1997, la Banque mondiale a approuvé des prêts d'une valeur de 19,1 milliards de dollars US et la BID en a approuvé pour 6 milliards de dollars US. Vu que le financement de la Banque mondiale et de la BID représente habituellement environ 40 % du coût total d'un projet, ces deux institutions ont appuyé l'an dernier dans les pays en développement des projets dont le coût total s'est établi à plus de 60 milliards de dollars US.

PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE, PAR SECTEUR
(EXERCICE 1997 - 19,1 MILLIARDS \$US)



PRÊTS DE LA BID, PAR SECTEUR
(EXERCICE 1997 - 6 MILLIARDS \$US)

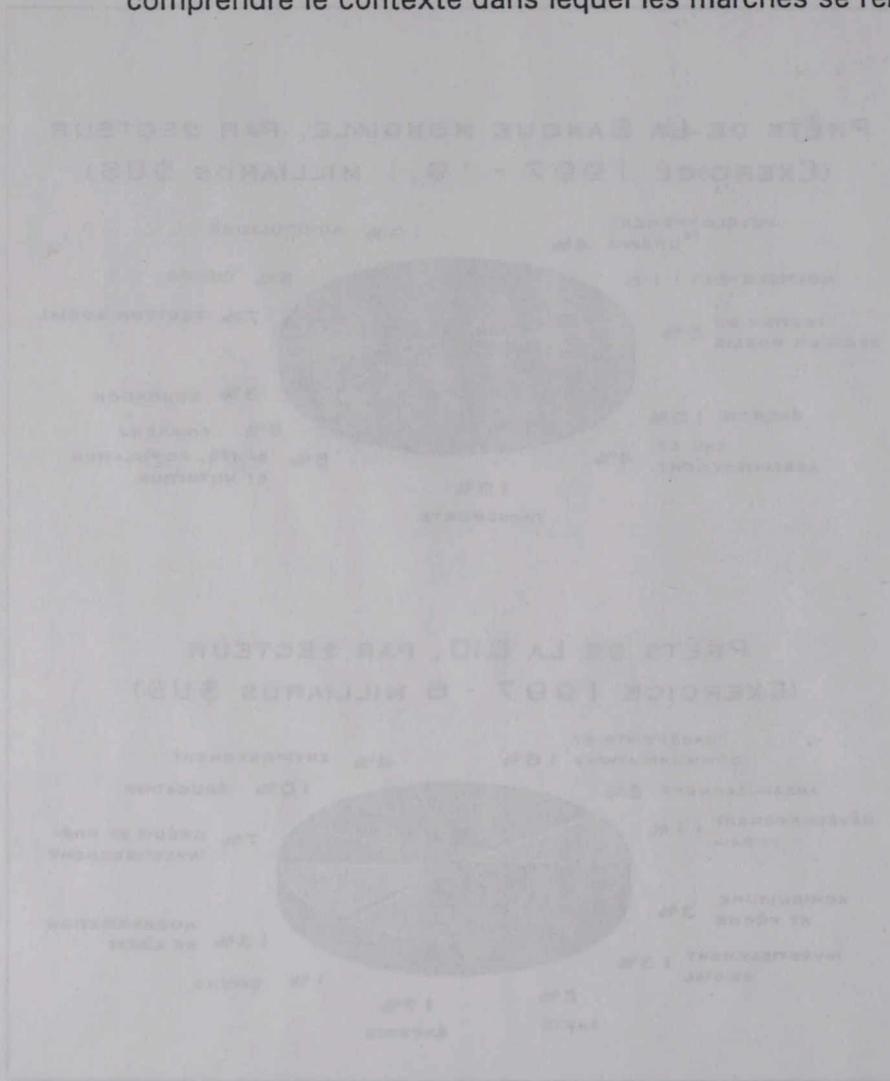


Le Canada est actionnaire de la Banque mondiale et de la BID, ce qui donne aux entreprises canadiennes le droit de soumissionner les achats d'équipement, les travaux de génie civil et les services-conseils liés à ces prêts. Vu l'ampleur des prêts, il est naturel que les membres des secteurs public et privé canadiens veuillent savoir dans quelle mesure les entreprises canadiennes réussissent sur ce marché – savoir si le Canada « obtient sa part » des marchés.

Les données sur la passation des marchés avec la Banque mondiale et la BID ont fait naître l'impression générale ces dernières années que le Canada réussit moins bien qu'il le pourrait, que ses résultats sont inférieurs à ceux des autres pays du G7 et qu'un pays de la stature économique du Canada devrait faire meilleure figure.

La réalité est cependant plus complexe. Les données sur les marchés fournies par la Banque mondiale et la BID sont loin d'être exhaustives, en raison d'un certain nombre de lacunes et omissions. Elles ne situent pas non plus le contexte de la concurrence à laquelle les sociétés canadiennes doivent faire face.

Pour brosser un tableau exact des résultats obtenus par le Canada lorsqu'il s'agit d'obtenir des marchés financés par la Banque mondiale et la BID, il ne suffit pas d'examiner les données concernant ces marchés; il faut aussi comprendre le contexte dans lequel les marchés se remportent ou se perdent.



DONNÉES SUR LA PASSATION DE MARCHÉS AVEC LA BANQUE MONDIALE EN 1997

Les résultats obtenus par le Canada dans la passation de marchés avec la Banque mondiale sont généralement mesurés par les données sur les décaissements et sur l'adjudication des marchés. Les données sur les marchés fournies ci-dessous se fondent sur l'exercice 1997 de la Banque mondiale, qui va du 1^{er} juillet 1996 au 30 juin 1997. Les décaissements sont des paiements faits à des sociétés canadiennes par le pays emprunteur ou par la Banque mondiale au nom du pays emprunteur. Ils portent sur des services rendus ou des produits livrés et donnent une bonne indication des succès antérieurs des entreprises canadiennes.

Par contre, les données sur l'adjudication des marchés illustrent les succès récents des entreprises canadiennes qui n'ont pas encore donné lieu à des paiements. Lorsqu'on examine la passation des marchés, les données sur l'adjudication des marchés peuvent donner une indication sommaire de la performance future du Canada dans la catégorie des décaissements.

Avant d'analyser les données sur la passation des marchés, une mise en garde s'impose. L'ampleur même des données ainsi que la méthode complexe employée pour fournir des renseignements sur les marchés limitent leur exactitude. Il est utile de se rappeler que les données sur les décaissements ne comprennent pas les décaissements aux entreprises canadiennes qui ont été cofinancés par l'Agence canadienne de développement international, notamment par les Fonds fiduciaires d'expertise-conseil canadiens.

Les données sur l'adjudication des marchés, en particulier, doivent être interprétées avec prudence. Elles ne portent sur que les marchés assujettis à un « examen préalable » par le Groupe des achats de la Banque mondiale. Étant donné que seulement 60 % environ des marchés financés par la Banque mondiale font l'objet d'un tel examen, un nombre important de marchés est omis. En outre, le BLIFI a observé quelques inexactitudes dans les données sur l'adjudication des marchés. Ainsi, le BLIFI a constaté qu'un marché adjudgé a été compté deux fois ou qu'un marché adjudgé au Canada a été inscrit officiellement trois ans après l'adjudication.

Enfin, les marchés de la Banque mondiale assujettis à un examen préalable sont attribués au pays du soumissionnaire *principal*. Il n'y a pas de suivi des sous-traitants. Les achats effectués auprès des sociétés canadiennes qui sont sous-traitants de soumissionnaires étrangers principaux ne sont pas ventilés ni attribués au Canada dans les données.

DÉCAISSEMENTS AU CANADA RELATIVEMENT AU RESTE DU MONDE

Pour l'exercice 1997, les décaissements aux fournisseurs canadiens se sont chiffrés à 155 millions de dollars US, soit 2,87% de l'ensemble des décaissements. Bien que le montant nominal ait diminué par rapport à l'exercice 1996 (225 millions de dollars US), la part du Canada dans l'ensemble des décaissements vers l'étranger a augmenté (2,38 % en 1996). Parmi les 180 pays membres, le Canada est monté du 11^e au 8^e rang en ce qui concerne la part de tous les décaissements vers l'étranger. La Russie, les Pays-Bas et la Chine sont passés derrière le Canada durant l'exercice 1997. Les États-Unis

conservent le premier rang, mais leur part a diminué en termes nominaux et en pourcentage, par rapport à l'exercice 1996.

DÉCAISSEMENTS DE LA BANQUE MONDIALE AUX PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS,
PAR CATÉGORIE – EXERCICE 1997

	Total	Équipement	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	% du total
États-Unis	787	536	53	183	15	14.57
France	606	408	89	96	13	11.22
Allemagne	562	386	129	34	13	10.41
Royaume-Uni	463	277	31	152	4	8.57
Japon	372	326	30	12	3	6.89
Italie	336	107	174	27	28	6.21
Suisse	165	142	3	19	1	3.06
Canada	155	87	6	58	5	2.87
République de Corée	147	68	78	<0.5	2	2.73
Chine	147	49	91	7	<0.5	2.72
Turquie	142	136	1	<0.5	4	2.63
Pays-Bas	113	43	32	35	3	2.10

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1997
Montants en millions de dollars US

CLASSEMENT INTERNATIONAL DU CANADA POUR LES DÉCAISSEMENTS PAR HABITANT

Si l'on mesure la valeur des décaissements par habitant, le Canada s'est classé 16^e parmi les 39 pays membres donateurs, avec 5,17 \$US par habitant. Le Canada a gardé le même rang que durant l'exercice 1996, mais il a accusé une forte baisse des décaissements par habitant, qui avaient été de 7,73 \$US au cours de l'exercice précédent. La Suisse est arrivée en tête avec 23,32 \$US, ce qui représente aussi un recul marqué par rapport à 32,97 \$US durant l'exercice 1996. Parmi les pays du G7, le Canada est arrivé au cinquième rang, devant le Japon et les États-Unis.

PASSATION DE MARCHÉS AVEC LA BANQUE MONDIALE, PAR HABITANT, POUR LES PRINCIPAUX PAYS DONATEURS – EXERCICE 1997

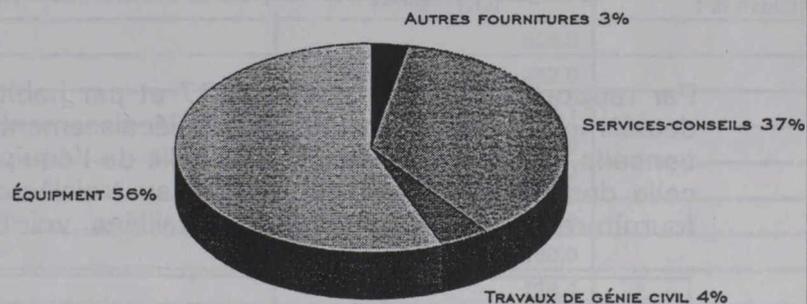
	Ensemble des décaissements (millions de \$US)	Population (millions)	Décaissements par habitant
Suisse	165	7.074	23.32
Norvège	95	4.381	21.68
Singapour	58	3.044	19.05
Chypre	13	0.740	17.57
France	606	58.375	10.38
Autriche	77	8.059	9.55
Danemark	44	5.262	8.36
Royaume-Uni	463	58.782	7.88
Finlande	38	5.125	7.41
Pays-Bas	113	15.517	7.28
Canada	155	29.964	5.17

Source des données sur les décaissements : Rapport annuel de la Banque mondiale,
Source des données démographiques : Atlas de la Banque mondiale, 1998

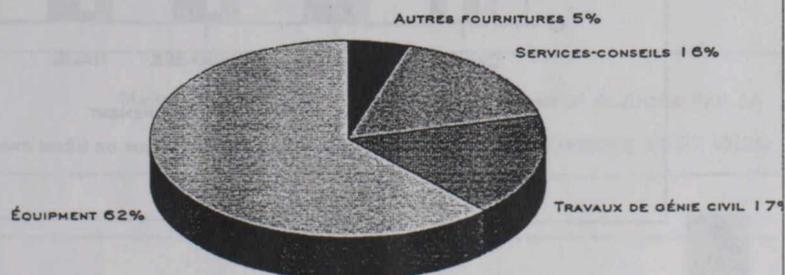
DÉCAISSEMENTS EN FAVEUR DU CANADA PAR CATÉGORIE DE MARCHÉ

Pour l'exercice 1997, c'est à la catégorie de l'équipement que revient la part la plus importante (56 %) des décaissements destinés au Canada. Viennent ensuite les services-conseils (37 %), les travaux de génie civil (4 %) et les autres fournitures (3 %). Les décaissements totaux de la Banque mondiale vers l'étranger pour ces catégories ont été respectivement de 62 %, 16 %, 17 % et 4 %.

DÉCAISSEMENTS AUS SOCIÉTÉS CANADIENNES
PAR CATÉGORIE - EXERCICE 1997



DÉCAISSEMENTS DE LA BANQUE MONDIALE À L'ÉTRANGER
PAR CATÉGORIE - EXERCICE 1997



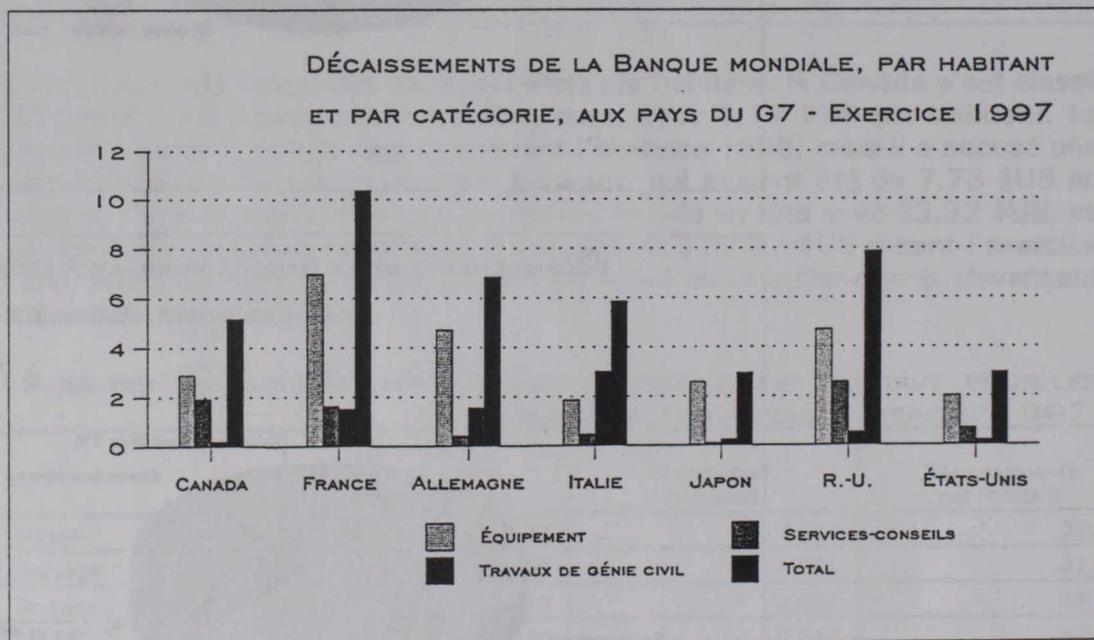
Comme le montrent les statistiques du tableau ci-dessous, la part du Canada dans les achats totaux à l'étranger, pour les quatre catégories, est demeurée constante au cours des cinq dernières années.

DÉCAISSEMENTS DE LA BANQUE MONDIALE AU CANADA, PAR CATÉGORIE, 1993 À 1997

	Exercice 1993		Exercice 1994		Exercice 1995		Exercice 1996		Exercice 1997		Moyenne des cinq ans	
	Mont.	%	Mont.	%								
Services-conseils	56	8.3	68	8.8	52	6.6	57	6.3	58	6.6	58.2	7.3
Équipement	57	1.4	94	1.3	106	1.5	159	2.2	87	2.6	100.6	1.8
Travaux de génie civil	4	0.7	6	1.0	8	0.8	8	1.0	6	0.6	6.4	0.8
Autres fournitures	74	1.6	5	1.5	5	1.7	1	0.2	5	2.2	18	1.4

Source: Rapports annuels de la Banque mondiale, 1993 à 1997
 Montants en millions de dollars US et pourcentage de l'ensemble des achats à l'étranger
 La catégorie « Autres fournitures » comprend les fournitures médicales, les matières premières, les produits chimiques, les produits de base et les intrants agricoles

Par rapport aux autres pays du G7 et par habitant, le Canada est arrivé au deuxième rang dans la catégorie des décaissements de la catégorie des services-conseils, au quatrième rang dans celle de l'équipement, au sixième rang dans celle des travaux de génie civil et au troisième rang dans celle des autres fournitures. Pour les statistiques détaillées, voir l'annexe 3.



.....
**DONNÉES SUR L'ADJUDICATION DES MARCHÉS PAR LA BANQUE
 MONDIALE**

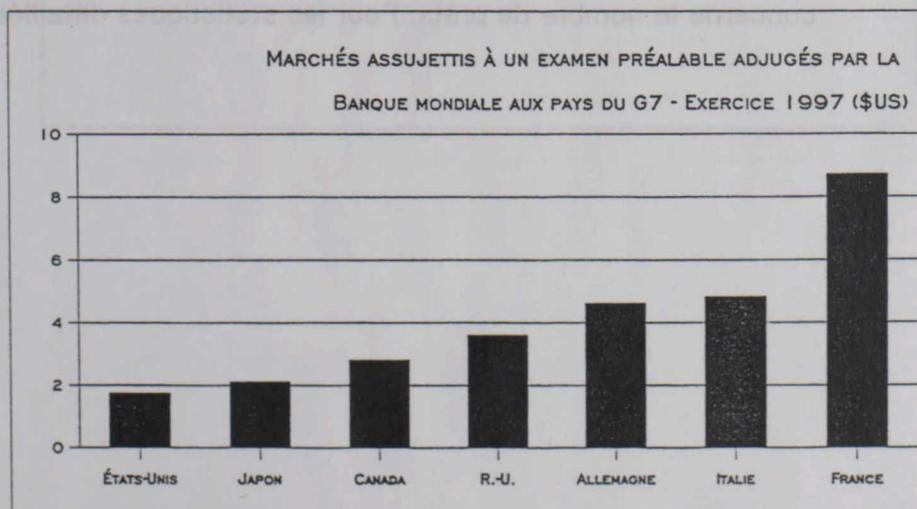
Au cours de l'exercice 1997, 149 marchés soumis à un examen préalable et d'une valeur de 84,1 millions de dollars US ont été adjugés à des entreprises canadiennes (voir l'annexe 2). Il s'agit d'une baisse de 16 % par rapport à l'exercice 1996. Les marchés adjugés à des entreprises canadiennes ont représenté 2,6 % de la valeur des marchés attribués aux pays de l'OCDE, ce qui place le Canada au 14^e rang par rapport aux autres pays de l'OCDE et au 17^e rang en valeur par habitant. Il s'agit d'un léger recul comparativement à l'exercice 1996. Le Canada occupait alors le 13^e rang au classement général et le 15^e rang en valeur par habitant.

MARCHÉS ADJUGÉS PAR LA BANQUE MONDIALE AUX PAYS DE L'OCDE –
 EXERCICE 1997

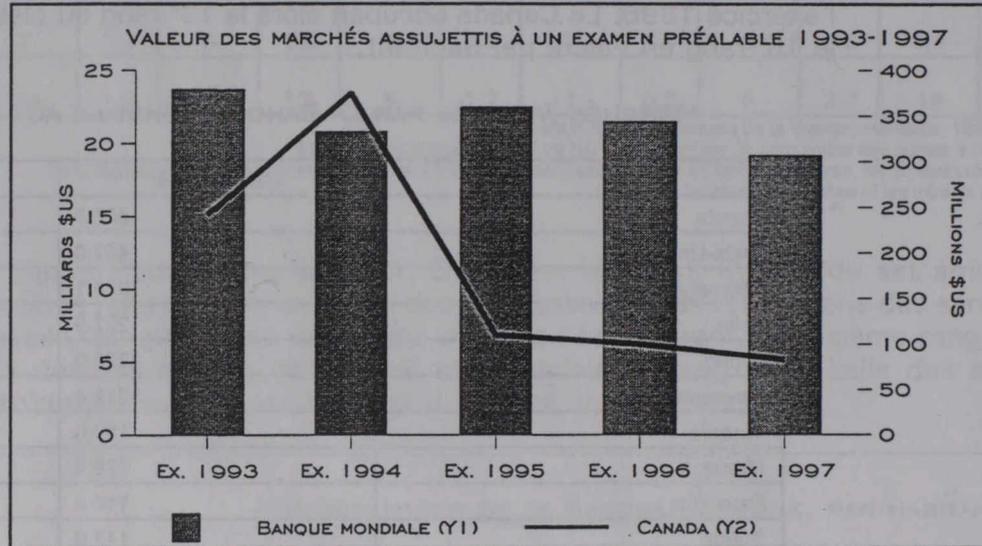
	Montant total	Par habitant
France	508.9	8.72
États-Unis	462.0	1.74
Allemagne	378.1	4.62
Italie	227.9	4.84
Japon	265.0	2.11
Royaume-Uni	211.4	3.60
Turquie	180.0	2.87
Mexique	128.4	1.38
Pays-Bas	118.4	7.63
Suède	117.9	13.33
Autriche	114.3	14.18
Suisse	100.9	14.26
Espagne	87.2	2.22
Canada	84.1	2.81

Source des données sur les marchés : Groupe de la politique et de la coordination des achats, Banque mondiale
 Source des données démographiques : Atlas de la Banque mondiale, 1998
 Montants en millions de dollars US

Durant l'exercice 1997, le Canada est arrivé au cinquième rang parmi les pays du G7 en valeur des marchés par habitant.



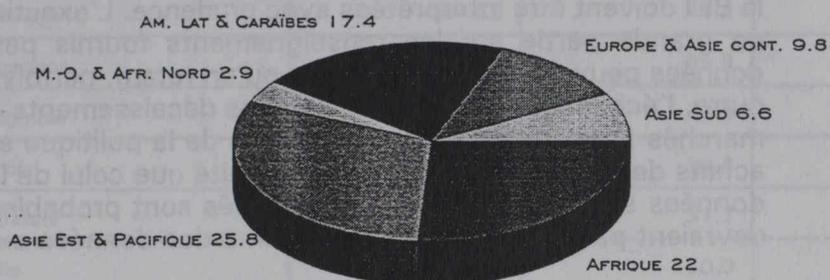
La valeur des marchés adjugés au Canada durant l'exercice 1997 se situe à 60 % en deçà de la moyenne des exercices 1993 à 1996. Il importe néanmoins de se rappeler que ces chiffres représentent les efforts cumulatifs des diverses entreprises. Durant l'exercice 1993, une société a remporté pour 130 millions de dollars US de marchés au Canada et durant l'exercice 1994, deux sociétés en ont remporté pour 280 millions de dollars US. Lorsque ces trois marchés sont exclus des données, la moyenne corrigée pour les exercices 1993 à 1996 est de 98,9 millions de dollars US. Pour les statistiques détaillées, voir l'annexe 3.



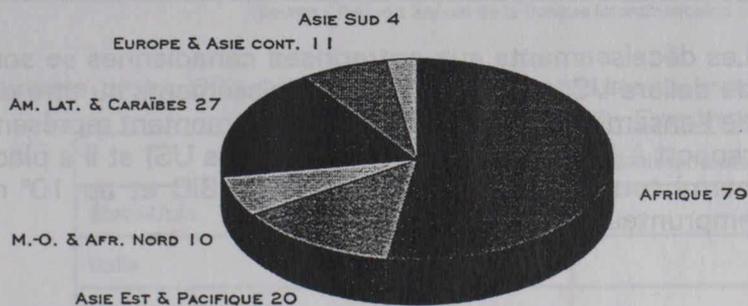
MARCHÉS ADJUGÉS AU CANADA, PAR RÉGION

L'Afrique a été bénéficiaire du plus grand nombre de marchés adjugés au Canada, soit 79 marchés. Malgré le grand nombre de marchés remportés par des entreprises canadiennes en Afrique, c'est l'Asie de l'Est qui représente la plus grande valeur des marchés. Ces résultats sont conformes à l'ensemble des marchés adjugés par la Banque mondiale, car c'est l'Asie de l'Est qui a obtenu la plus forte valeur des prêts. L'Afrique est arrivée au deuxième rang en ce qui concerne le nombre de prêts. Pour les statistiques détaillées, voir l'annexe 3.

MARCHÉS ASSUJETTIS À UN EXAMEN PRÉALABLE
ADJUGÉS AU CANADA, PAR RÉGION - 1997 (M \$US)



NOMBRE DE MARCHÉS ASSUJETTIS À UN EXAMEN
PRÉALABLE ADJUGÉS AU CANADA, PAR RÉGION - 1997



DONNÉES SUR LA PASSATION DE MARCHÉS AVEC LA BID EN 1997

Les données sur la passation des marchés fournies ci-dessous portent sur la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1997. Tout comme les données sur la Banque mondiale, les données sur la passation des marchés avec la BID doivent être interprétées avec prudence. L'exactitude des données repose en grande partie sur les renseignements fournis par les emprunteurs. Ces données peuvent être incomplètes ou en retard, parfois de plusieurs années. En outre, l'échantillon des données sur les décaissements et sur l'adjudication des marchés fourni au BLIFI par le Groupe de la politique et de la coordination des achats de la BID est beaucoup plus limité que celui de la Banque mondiale. Les données sur l'adjudication des marchés sont probablement incomplètes et ne devraient pas être considérées comme des données exhaustives.

DÉCAISSEMENTS AU CANADA RELATIVEMENT AU RESTE DU MONDE

En 1997, la BID a décaissé 5,29 milliards de dollars US à ses pays membres. Les sociétés des pays emprunteurs ont représenté 3,7 milliards de dollars US, soit 70 % de l'ensemble des décaissements.

La BID répartit ses décaissements en deux catégories : « Achats locaux » et « Exportations ». Les décaissements relatifs aux achats locaux sont des paiements aux sociétés qui se trouvent à l'intérieur du pays emprunteur. Les exportations, par contre, sont des paiements à des sociétés situées à l'extérieur du pays emprunteur, aussi bien de membres emprunteurs que non emprunteurs de la BID.

Les décaissements aux entreprises canadiennes se sont établis à 21,8 millions de dollars US, soit 1,0 % des décaissements au titre des exportations et 0,4 % de l'ensemble des décaissements. Ce montant représente une baisse notable par rapport à 1996 (46,2 millions de dollars US) et il a placé le Canada au 28^e rang parmi tous les pays membres de la BID et au 10^e rang parmi les pays non emprunteurs.

DÉCAISSEMENTS DE LA BID AUX PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS –
EXERCICE 1997

	Achats locaux	Exportations	Total
Brésil	1,346.1	181.2	1,527.3
États-Unis	S.O.	993.2	993.2
Mexique	444.1	61.2	505.3
Argentine	324.0	89.9	413.9
Colombie	163.4	46.9	210.4
Pérou	178.9	10.6	189.5
Équateur	134.7	31.7	166.4
Italie	S.O.	150.0	150.0
Venezuela	75.8	59.1	134.9
Allemagne	S.O.	107.4	107.4
Espagne	S.O.	98.9	98.9
Uruguay	64.4	3.3	67.7
Bolivie	48.5	7.5	56.0
El Salvador	54.8	0.5	55.3
Panama	53.5	1.8	55.3
Canada	S.O.	21.8	21.8

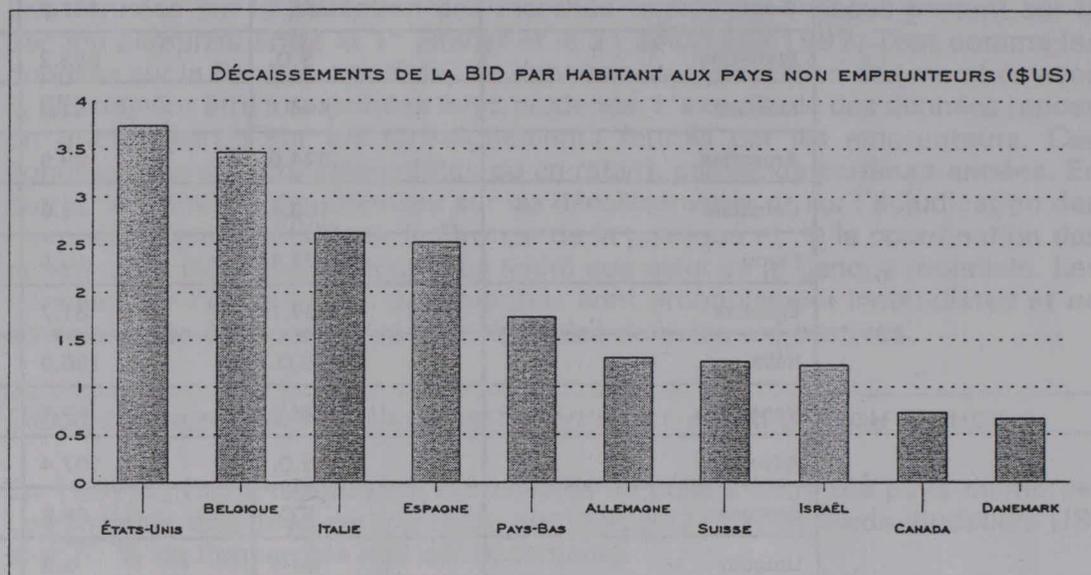
Source : Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement, 1997

DÉCAISSEMENTS DE LA BID AUX PAYS NON EMPRUNTEURS EN POURCENTAGE DES
DÉCAISSEMENTS - EXPORTATIONS - 1997

	Décaissements - Exportations (%)
États-Unis	46.7
Italie	7.0
Allemagne	5.0
Espagne	4.6
Japon	2.1
Royaume-Uni	1.8
Belgique	1.7
France	1.5
Pays-Bas	1.3
Canada	1.0

Source : Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement, 1997

Si l'on mesure la valeur des décaissements par habitant, le Canada a reçu 0,73 \$US et est arrivé au 9^e rang parmi les pays non emprunteurs. Pour les statistiques détaillées, voir l'annexe 5.



..... DONNÉES SUR L'ADJUDICATION DES MARCHÉS PAR LA BID

Les marchés de la BID accordés au Canada ont représenté 5,7 millions de dollars US, soit un net déclin par rapport au total de 69 millions de dollars US observé en 1996 (voir l'annexe 4). La principale explication de ce déclin est le fait qu'aucune entreprise canadienne n'a remporté de marchés de fournitures ou de services en 1997. En 1996, onze marchés de fournitures ou de services d'une valeur de 58 millions de dollars US avaient été adjudgés au Canada.

LE CONTEXTE DE LA BANQUE MONDIALE ET DE LA BID

L'un des dangers d'un examen qui se limite uniquement aux données sur l'adjudication des marchés est que les chiffres représentent les efforts cumulatifs des entreprises canadiennes. Il est facile d'oublier que, pour chaque marché remporté, au moins une société canadienne a consacré beaucoup de temps, d'effort et d'argent à la poursuite d'un débouché.

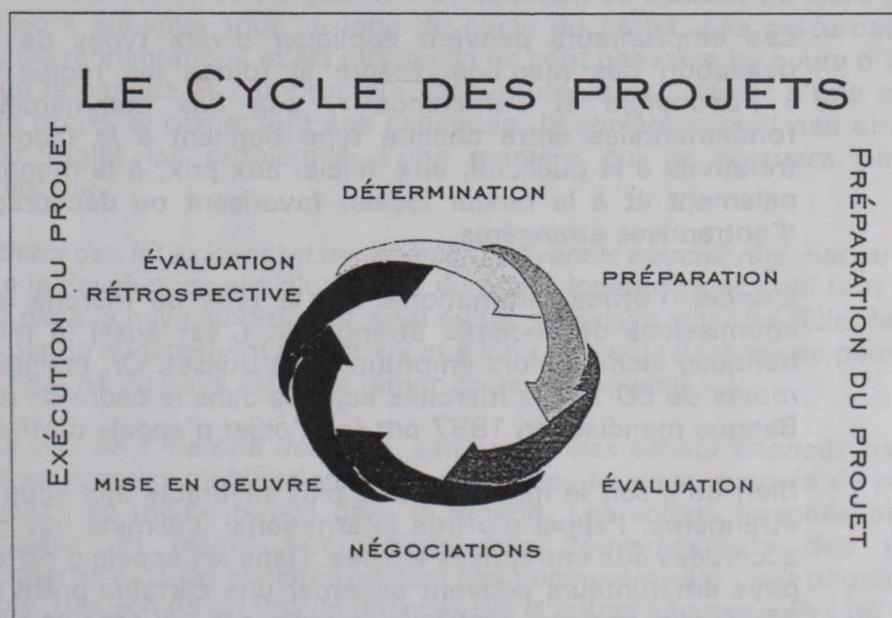
Il est facile également de croire, à tort comme cela arrive bien souvent, que la Banque mondiale et la BID sont des organismes d'achat chargés de décider quelles entreprises remportent les marchés. En réalité, ce sont les emprunteurs qui administrent l'adjudication des marchés et qui choisissent le soumissionnaire gagnant.

Pour brosser un tableau exact des résultats remportés par le Canada en ce qui concerne la passation des marchés, il importe donc de bien comprendre le contexte dans lequel évoluent la Banque mondiale et la BID. Il faut d'abord examiner deux éléments : le cycle d'un projet et la passation des marchés.

LE CYCLE D'UN PROJET ET LA PASSATION DES MARCHÉS

Le cycle d'un projet ainsi que la passation des marchés de la Banque mondiale et de la BID déterminent comment les projets financés par une IFI sont conçus, préparés et administrés et comment les sociétés se font la lutte pour obtenir des marchés financés par des IFI.

La durée d'un projet financé par une IFI est longue d'après les normes commerciales. Depuis le moment où un projet est repéré jusqu'à celui où il est achevé, il peut s'écouler de cinq à huit ans. Comme l'illustre le diagramme ci-dessous, il y a six étapes dans l'évolution normale d'un projet. Trois étapes font partie de la préparation du projet et les trois autres, de son exécution.



Les trois premières étapes du cycle d'un projet relèvent principalement du personnel de la Banque mondiale ou de la BID. En se fondant sur ce qui n'est parfois qu'une série d'objectifs fondamentaux, les chefs de l'équipe élaborent un plan de travail pour le projet de concert avec l'emprunteur. Ce plan de travail intègre les objectifs et aboutit, à l'étape de l'évaluation, à un plan détaillé étape par étape de la façon dont le projet sera réalisé, un plan qu'on appelle le rapport d'évaluation. Durant la préparation du projet, les chefs d'équipe ont souvent besoin des services d'experts-conseils qui effectuent des travaux consultatifs à court terme.

Une fois que le conseil d'administration de chaque banque a approuvé le rapport d'évaluation, des cadres supérieurs de la banque et des représentants du pays emprunteur entament des négociations sur les modalités du prêt et l'exécution du projet. Lorsque les négociations sont terminées, le projet peut être mis en oeuvre.

C'est à ce moment-là que s'effectuent les soumissions et que les marchés sont adjugés pour l'équipement, les travaux de génie civil et les services-conseils. Il importe de reconnaître qu'il y a aussi un transfert de responsabilités à cette étape. Contrairement à ce qui s'est produit durant les trois premières étapes, le pays emprunteur devient responsable de la gestion de la mise en oeuvre du projet. Comme nous l'avons déjà indiqué, les responsabilités portent notamment sur l'évaluation des soumissions concurrentielles et le choix de l'entreprise qui remportera le marché.

La Banque mondiale et la BID ont établi des lignes directrices et des règles concernant la façon dont les emprunteurs doivent gérer la passation des marchés, l'évaluation des soumissions et le choix des soumissionnaires gagnants. Durant l'exécution du projet, le seul rôle des banques consiste à veiller à ce que les emprunteurs suivent les règles relatives à la passation des marchés. D'ailleurs, l'une des conditions rattachées aux prêts de la Banque mondiale et de la BID est que l'emprunteur applique les règles relatives à la passation des marchés fixées par chaque institution.

Les emprunteurs peuvent appliquer divers types de règles concernant la passation des marchés. Même si toutes les règles visent à promouvoir « l'économie et l'efficacité », aux fins commerciales, les distinctions fondamentales entre chaque type tiennent à la façon dont les conditions (relatives à la publicité, aux délais, aux prix, à la monnaie, aux modalités et paiement et à la teneur locale) favorisent ou découragent les soumissions d'entreprises étrangères.

L'appel d'offres international est le type de marché le plus favorable aux soumissions de sociétés étrangères. C'est aussi la méthode que les deux banques incitent leurs emprunteurs à utiliser. Or, malgré cet encouragement, *moins de 50 %* des marchés adjugés dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale en 1997 ont fait l'objet d'appels d'offres internationaux.

Bien qu'il soit le mécanisme le plus favorable aux soumissions d'entreprises étrangères, l'appel d'offres international n'élimine pas certaines préférences accordées aux entreprises locales. Dans les appels d'offres internationaux, les pays emprunteurs peuvent accorder une certaine préférence de prix (jusqu'à 15 % dans certains cas), aux soumissions qui ont une teneur locale.

À l'inverse, aucune règle de la Banque mondiale ou de la BID ne réserve des marchés aux pays donateurs. Il est très fréquent de trouver des sociétés des pays emprunteurs livrer la lutte à des sociétés des pays donateurs à l'intérieur du pays emprunteur et dans la région. La concurrence dans les appels d'offres internationaux est farouche.

RÉPERCUSSIONS POUR LES SOCIÉTÉS CANADIENNES

La façon dont la Banque mondiale et la BID préparent les projets et passent les marchés a de grandes conséquences pour les entreprises canadiennes qui recherchent des marchés financés par les IFI. Plusieurs facteurs influent sur la compétitivité des soumissions.

Une présence locale s'impose. Sans présence locale, sous la forme d'un agent ou d'un partenaire local, les sociétés ne peuvent pas obtenir des renseignements récents sur le marché, exercer une influence sur l'organisme d'exécution de l'emprunteur aux étapes importantes du cycle des projets et suivre les activités de leurs concurrents. Vu que les appels d'offres internationaux permettent aussi une préférence de prix lorsque des soumissions prévoient une teneur locale, l'absence d'un partenaire local nuit également à la compétitivité de la soumission d'une entreprise.

Le repérage rapide des débouchés permet de mieux cibler ses efforts. Les premières étapes du cycle d'un projet offrent le plus de possibilités à une société de s'assurer que le devis du projet lui permettra de soumissionner. En fait, les sociétés les plus dynamiques tentent d'influer sur les devis et sur le choix des exigences relatives à l'équipement de manière à empêcher des concurrents de soumissionner. En repérant un débouché très tôt, la société se donne aussi plus de temps pour faire connaître ses capacités au personnel de l'IFI et de l'organisme d'exécution.

Les sociétés doivent parer à toute éventualité. Les sociétés doivent tenir le personnel de l'IFI et de l'organisme d'exécution au courant de leurs capacités et de leurs activités tout au long du cycle du projet. Les perturbations, les délais, les réorientations et les différends ne sont pas rares au cours d'un projet. Lorsque la banque et l'emprunteur sont informés de l'intérêt d'une entreprise pour le projet et respectent ses capacités, la société accroît ses chances de pouvoir régler les problèmes d'une manière qui ne tournera pas à son désavantage.

Les achats des IFI exigent un engagement envers le marché régional ou national. Vu que le développement d'un projet dure très longtemps et qu'il faut un vaste réseau dans le pays emprunteur ainsi qu'un partenaire local crédible, la réussite passe par un engagement vigoureux et à long terme de l'entreprise pour s'établir sur le marché du pays ou de la région dans son ensemble.

Il n'y a pas de « marché des IFI », seulement des achats financés par les IFI. Seules les grandes multinationales sont en mesure de poursuivre de nombreux débouchés en même temps dans le monde. Les achats financés par les IFI constituent en réalité des achats des gouvernements des pays en développement. Si les sociétés ne sont pas concurrentielles pour poursuivre, par exemple, des achats en Bolivie financés par d'autres sources, elles ne le seront pas plus pour les achats financés par les IFI. Les sociétés qui réussissent

considèrent que les projets des IFI font partie de leur stratégie globale d'exportations dans une région plutôt qu'un marché en soi.

Poursuivre des marchés financés par les IFI est une entreprise très coûteuse. Toutes les répercussions décrites ci-dessus exigent que les sociétés consacrent beaucoup de ressources humaines et financières à ces travaux. Sans une bonne préparation, des partenariats et le partage des risques, les coûts sont trop élevés pour un grand nombre de sociétés, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME).

RAPPORT SUR LES MARCHÉS DE LA BANQUE MONDIALE ADJUGÉS À DES SOCIÉTÉS CANADIENNES

En 1998, le Bureau de liaison avec les institutions financières internationales (BLIFI) a commandé un rapport sur les stratégies de développement des affaires de 15 PME canadiennes qui ont remporté des marchés financés par la Banque mondiale en 1997. Les principales conclusions de cette étude confirment la plupart des éléments décrits ci-dessus. Quatre conclusions méritent toutefois d'être soulignées.

Premièrement, les PME ont indiqué qu'elles incluent la poursuite de marchés de *sous-traitance* relatifs aux appels d'offres des IFI dans leur stratégie d'entreprise. Les PME sont prêtes à laisser d'autres sociétés, surtout de plus grosses, agir comme soumissionnaire principal si elles croient que cette façon de procéder accroît leur chance d'obtenir un marché. Cette constatation est importante car, comme nous l'avons déjà indiqué, les données de la Banque mondiale attribuent les marchés au pays du soumissionnaire principal. Par conséquent, les données de la Banque mondiale ne peuvent pas donner une indication du taux de réussite des entreprises canadiennes qui deviennent sous-traitants, même si la sous-traitance est un élément important des stratégies d'entreprise des PME.

Deuxièmement, l'appui du Programme de coopération industrielle (PEI) de l'ACDI est jugé très utile. L'aide du PCI à la réalisation des études préliminaires aide les entreprises à acquérir des renseignements sur les projets, à se familiariser avec ceux-ci et à gagner la confiance des contacts sur place et du pays emprunteur, tandis que l'appui du PCI aux programmes de formation intégrés aux soumissions est perçu comme un incitatif utile, pour les emprunteurs, à choisir une entreprise.

Troisièmement, certaines entreprises jugent qu'un premier marché d'IFI rapporte moins que ce qu'il en coûte pour le décrocher; elles estiment cependant que le jeu en vaut la chandelle à long terme, car ce premier marché leur permet d'établir une présence sur le marché du pays bénéficiaire, de cultiver des contacts avec ce pays et avec la Banque mondiale, de former des partenariats pour des marchés futurs et d'enrichir leur expérience du commerce international.

Enfin, certaines sociétés emploient des méthodes assez ingénieuses pour accroître leur participation dans un projet ou dans un pays. Elles exécutent de petits marchés attribués par appels d'offres internationaux au début du cycle du projet, afin de pouvoir participer à fond à la conception des étapes futures. Ce faisant, elles tentent de démontrer au client qu'elles sont « indispensables » pour assurer la réussite du projet et finissent par devenir fournisseur exclusif pour des

travaux plus importants et plus lucratifs. En établissant une forte crédibilité technique et en nouant de bonnes relations avec l'emprunteur, ces sociétés peuvent éviter les appels d'offres internationaux.

LES SOCIÉTÉS AYANT OBTENU DES MARCHÉS DE LA BANQUE MONDIALE ET DE LA BID EN 1997

Après avoir examiné le contexte de la concurrence à laquelle les sociétés canadiennes sont confrontées pour obtenir des marchés financés par des IFI, il est utile d'examiner la valeur des marchés adjugés ainsi que les sociétés à qui ils ont été adjugés.

Les sociétés canadiennes ont obtenu en règle générale des marchés relativement petits. La valeur moyenne des marchés de la Banque mondiale assujettis à un examen préalable a été de 559 580 \$US, mais le marché *médian* n'a été que de 200 000 \$. Même les plus gros marchés attribués à des sociétés canadiennes ont été peu élevés par rapport à l'ensemble des marchés de la Banque mondiale. Seulement 15 sociétés canadiennes ont obtenu des marchés de plus de 1 million de dollars US, tandis que la valeur moyenne des marchés adjugés par la Banque mondiale en 1997 a été de 1,1 million de dollars US.

VENTILATION, SELON LA VALEUR, DES MARCHÉS DE LA BANQUE MONDIALE ATTRIBUÉS À DES SOCIÉTÉS CANADIENNES – EXERCICE 1997

Valeur en dollars US	Nombre de marchés
0 - 500 000	116
500 000 - 1 million	18
1 million - 5 millions	13
plus de 5 millions	2

Source : Groupe de la politique et de la coordination des achats, Banque mondiale

Un peu plus de 50 % des sociétés canadiennes qui ont obtenu des marchés financés par la Banque mondiale en 1997 en avaient déjà obtenu un autre au cours des quatre dernières années. La valeur moyenne des marchés adjugés à ces sociétés a été de 937 128 \$US. Les plus gros marchés ont été remportés par de grandes sociétés canadiennes établies comme Consumer Gas (8 424 940 \$US), Nortel (9 585 848 \$US; 3 969 315 \$US), N. D. Lea International (4 519 939 \$US) et Maloney Industries (3 960 669 \$US).

Les résultats des sociétés qui n'avaient pas obtenu de marchés financés par la Banque mondiale au cours des quatre dernières années font contraste. Si l'on exclut les marchés adjugés à Consumer Gas, Nortel et Maloney Industries, la valeur moyenne des marchés obtenus a été de 326 892 \$US.

Les marchés attribués par la BID aux cabinets d'experts-conseils semblent afficher une tendance semblable à celle de la Banque mondiale : les grandes sociétés canadiennes ayant une solide expérience internationale ont obtenu cinq des neuf marchés et ces marchés étaient généralement de valeur plus élevée que les marchés obtenus par les autres sociétés. Stanley International Group et SNC-Lavalin International ont obtenu les deux plus gros marchés, d'une valeur respective de 1 136 830 \$US et 1 348 602 \$US.

Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions des données sur l'adjudication des marchés sans émettre de réserves, une observation ne fait aucun doute. Tout comme les années précédentes, les sociétés canadiennes continuent d'exceller dans la catégorie des services-conseils et cette tendance pourrait expliquer en partie la valeur relativement faible de chacun des marchés attribués à des sociétés canadiennes.

Il est difficile également de s'appuyer sur ces chiffres pour prédire les résultats futurs du Canada dans le domaine des marchés financés par la Banque mondiale et la BID. La baisse de la valeur totale des marchés pourrait indiquer que les décaissements et la valeur des marchés diminueront à l'avenir. Mais la valeur de l'ensemble des marchés n'est peut-être pas un indicateur précis du succès. Comme l'a révélé le rapport du BLIFI sur les stratégies d'entreprise des 15 PME ayant obtenu des marchés, les petits marchés peuvent illustrer les efforts des sociétés en vue de renforcer leur position à long terme dans un pays ou de se rendre « indispensables » à l'avenir aux yeux des emprunteurs, ce qui leur permettrait d'obtenir des marchés plus lucratifs financés par les IFI. En obtenant ces marchés en 1997, certaines de ces sociétés pourraient remporter des succès encore plus grands en 2000 ou en 2001.

Année	Valeur des marchés (en millions de dollars)	Nombre de marchés
1995	1 200	15
1996	1 100	14
1997	1 000	13

CONCLUSION

Le Canada « obtient-il sa part » des marchés financés par la Banque mondiale et la BID? Comme l'a démontré le présent rapport, la réponse n'est pas simple. Au cours de l'exercice 1997, environ 50 % des achats liés aux prêts de la Banque mondiale et de la BID n'étaient même pas à la portée des sociétés canadiennes, à toutes fins utiles. En outre, vu que 80 % des exportations du Canada vont aux États-Unis, une partie importante des achats intéressait probablement relativement peu les sociétés canadiennes. Parce que les marchés portent sur des secteurs ou des pays où les sociétés canadiennes sont peu présentes, il est trop difficile et coûteux pour ces sociétés de chercher à les obtenir. En outre, l'exactitude des données sur l'adjudication des marchés est limitée, ces données ne permettent pas de suivre les succès des sociétés canadiennes qui obtiennent des marchés de sous-traitance et, dans le cas de la Banque mondiale, elles ne représentent que 60 % de tous les marchés adjugés en 1997.

Lorsqu'on tient compte du cycle d'un projet et de la passation des marchés ainsi que de leurs répercussions sur les entreprises canadiennes, les données sur la passation de marchés avec la Banque mondiale et la BID permettent toutefois de tirer deux conclusions. Premièrement, en 1997, les entreprises canadiennes ont continué d'exceller dans le secteur des services-conseils. Deuxièmement, les sociétés possédant une solide expérience internationale ont obtenu des marchés plus importants et plus nombreux que les PME et les sociétés possédant moins d'expérience internationale.

Ces dernières années, une idée répandue était que le Canada obtiendrait plus de marchés si un plus grand nombre de sociétés canadiennes soumissionnaient en vue de marchés financés par les IFI. On a déployé de grands efforts pour promouvoir les débouchés financés par les IFI, convaincus que ces efforts encourageraient plus d'entreprises canadiennes à soumissionner.

Mais le présent rapport montre que, même si la sensibilisation accrue des représentants du secteur privé est importante, elle ne suffit pas pour que le Canada remporte plus de marchés. Le plus grand obstacle qui empêche les sociétés canadiennes de remporter des marchés financés par la Banque mondiale et la BID n'est pas le manque d'information sur les IFI. *Le plus grand obstacle, c'est le coût d'une présence concurrentielle sur les marchés des pays en développement.*

Même s'il ne faut pas surestimer la capacité des Canadiens qui ont affaire aux IFI d'améliorer les résultats du Canada dans ce domaine, ce qu'il faut, ce n'est pas tant promouvoir une sensibilisation générale que fournir une aide concrète aux sociétés canadiennes prêtes à exporter afin qu'elles deviennent plus concurrentielles sur les marchés des pays en développement – le défi pour les Canadiens consiste à contribuer à accroître non seulement le nombre de soumissions mais aussi le nombre de soumissions *concurrentielles* présentées par des entreprises canadiennes.

BANQUE MONDIALE - ANNEXE I : DÉCAISSEMENTS ÉTRANGERS À DESTINATION DU CANADA, PAR PAYS EMPRUNTEUR ET PAR CATÉGORIE (EXERCICE 1997)

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
L'AFRIQUE RÉGIONAL (Bénin, Côte d'Ivoire, Le Niger, Sénégal, Togo, Burundi, Mali)				293	293
ALBANIE	154		113		267
ALGÉRIE	307		442	12	761
ANGOLA			67		67
ARGENTINE	158		129		287
AZERBAIDJAN			35		35

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
BANGLADESH	1,282		246		1,528
BÉLIZE			284		284
BÉNIN			516		516
BOLIVIE			2,466		2,466
BRÉSIL	132				132
BURKINA FASO			210		210

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
CAMBODGE	6		184		190
CAMEROUN			33		33
CAP-VERT			34		34
CENTRAFRICAINE, REPUBLIQUE			711		711
CHINE	35,774		5,257	1,045	42,076
COMORES			49		49
CONGO			990		990
CORÉE, LA	837		245		1,082
COSTA RICA			29		29
COTE D'IVOIRE	392		1,216		1,608
CROATIE			136		136

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
DOMINICAINE, REPUBLIQUE	247				247

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
EL SALVADOR			60		60
ÉQUATEUR			304		304
ÉTHIOPIE			63		63

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
GABON			332		332
GÉORGIE			379		379
GHANA	679		2,252		2,931
GUINÉE		38	1,312		1,350
GUYANA	208		112		320

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
HAÏTI	4,185		262		4,447
HONDURAS			144		144
HONGRIE	768		43		811

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
INDE	3,055	2,716	3,521		9,292
INDONÉSIE	18,469		1,763		20,232
IRAN, RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'	5,647		955		6,602

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
JAMAÏQUE			776		776

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
KENYA	73		360		433

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
LESOTHO		71	1,608		1,679

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
MACÉDOINE, ERY DE			157		157
MADAGASCAR			1,223		1,223
MALAISIE			385		385
MALAWI			540		540
MALI			1,686		1,686
MAROC	410		317	3,664	4,391
MAURITANIE			126		126
MONGOLIE			43		43
MOZAMBIQUE			992		992

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
NÉPAL	124		2,677		2,801
NICARAGUA	336				336
NIGER			91		91
NIGÉRIA			4,188		4,188

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
OUGANDA	43		4,127		4,170
OUBÉKISTAN			63		63

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
PAKISTAN	275		2,552		2,827
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE			936		936
PARAGUAY				222	222
PÉROU	618		45		663
PHILIPPINES	998	963	1,267		3,228
POLOGNE			1		1

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
ROUMANIE	132		170		302
RUSSIE, FÉDÉRATION DE	10,296		1,506		11,802
RWANDA			509		509

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
SAINTE-LUCIE			5		5
SÉNÉGAL	533		2,208		2,741
SIERRA LEONE			179		179
SRI LANKA	256		309		565

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
TANZANIE			644		644
TCHAD	22		182		204
THAÏLANDE			43		43
TOGO			119		119
TRINITÉ-ET-TOBAGO			93		93
TUNISIE		100	545		645
TURQUIE	145		68	67	280

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
VENEZUELA			1,062		1,062

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
YÉMEN, REPUBLIQUE DU	320	1,648			1,968

PAYS EMPRUNTEURS	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
ZAMBIE			566		566
ZIMBABWE			261		261

TOTAL	Matériel	Travaux de génie civil	Services-conseils	Autres fournitures	Total
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS ÉTRANGERS À DESTINATION DU CANADA	86,881	5,536	57,523	5,303	155,246

Source : Service des prêts, Banque mondiale
(Montants exprimés en milliers de dollars américains; dans certains cas, les chiffres sont arrondis.)

BANQUE MONDIALE - ANNEXE 2 : CONTRATS FAISANT L'OBJET D'UN EXAMEN PRÉALABLE QUI ONT ÉTÉ ADJUGÉS AU CANADA (EXERCICE 1997)

ALBANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C26590	HEALTH SERVICES REHABILITATION	CONSULTANCY TRAINING	UNIVERSITY OF MONTREAL	462,366
				\$462,366

ALGÉRIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L29770	VOCATIONAL TRAINING	TECHNICAL ASSISTANCE FOR EDITING AND PRINTING OF MANUALS	FAMIC	877,257
				\$877,257

ARGENTINE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L39480	FORESTRY DEVELOPMENT	SEEDLING TECHNOLOGY AND MARKETING	ROCHE LTEE, GROUPE CONSEIL	600,000
				\$600,000

BARBADE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L36340	HUMAN RESOURCES	TECHNICAL ASSISTANCE	HICKLING CORPORATION	2,707,006
				\$2,707,006

BÉLIZE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37760	POWER DEVELOPMENT	ENGINEERING CONSULTANCY SERVICES	CI POWER MONENCO	81,790
				\$81,790

BÉNIN

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C12460	EDUCATION	CONS. FOR STUDY ON TECHNICAL EDUCATION & VOCATIONAL TRAINING	CAC INTERNATIONAL	74,845
C22840	POWER REHABILITATION	DESIGN OF ELECTRICITY DISTRIBUTION STANDARDS	DECON/SNC LAVALIN	281,690
C22860	PRE-INVESTMENT	STUDY OF THE WOOD INDUSTRY	J.V. GENERAL WOODS & VENEERS	145,298
C26130	EDUCATION DEVELOPMENT	STUDY ON TECHNICAL EDUCATION & VOCATIONAL TRAINING	CAC INTERNATIONAL	74,845
C27120	ENVIRONMENTAL MANAGEMENT	TECHNICAL ASSISTANCE OF THE AGENCE OF BENIN	TECSULT INTERNATIONAL LTD	241,038
				\$817,716

BOLIVIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP8881	FINANCIAL MARKETS & PENSION REFORM	INSURANCE MARKET CONSULTANT	ANDRE RACINE	30,000
CP8881	FINANCIAL MARKETS & PENSION REFORM	SECURITIES REGULATION	YVES GUERARD	46,700
CP8881	FINANCIAL MARKETS & PENSION REFORM	SECURITIES MARKET	PAUL GUY	46,700
CP8881	FINANCIAL MARKETS & PENSION REFORM	SECURITIES MARKET	PAUL GUY	46,700
C26470	REGULATORY REFORM & CAPITALIZATION	ELABORACION DEL PLAN NACIONAL DE FRECUENCIAS	N.A. PATTERSON & ASSOCIATES	43,780
C27620	HYDROCARBON SECTOR REFORM & CAPITAL.	ADVISOR TO SECRETARIA NACIONAL DE ENERGIA	PEDRO VAN MEURS	95,000
C28050	ENVIRONMENT, INDUSTRY & MINING	PHASES II & III LABORATORY INVENTORY IN BOLIVIA	IRIS ENVIRONMENTAL SYSTEM	58,700
				\$367,580

BRÉSIL

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L30430	NATURAL GAS DISTRIBUTION	POLYETHYLENE INSERTION	CONSORCIO HENISA-CONSUMERS GAS	8,424,940
				\$8,424,940

BURKINA FASO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23320	TRANSPORT SECAL	DESIGN/ENG. STUDY: CONSTRUCTION WORKS ON DIRT ROADS	BEROCAN, INC. INTL	218,881
				\$218,881

CAMBODGE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CN0050	DISEASE CONTROL & HEALTH	INTL. CONSULTANT MANAGER OF THE PROJECT COORDINATING UNIT	JAMES FARROW	105,324
				\$105,324

CAMEROUN

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C27030	TRANSPORT SECTOR TA	MITIGATION PLAN FOR ROAD MAINTENANCE	TECSULT	86,932
				\$86,932

CAP-VERT

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C25660	PUBLIC SECTOR REFORM & CAPACITY BUILDING	PREPARATION OF THE ROLLING PIP/AID COORDINATION SYSTEM	DEVELOPMENT PARTNERSHIP CANADA	145,920
				\$145,920

CENTRAFRICAINE, REPUBLIQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C19710	ECONOMIC MANAG.	PETROLEUM ADVISOR	F. SEXSMITH	73,938
C19780	ENERGY	FINANCIAL STUDY FOR THE ELECTRICITY SECTOR	REGIE INC.	96,325
				\$170,263

CHINE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L35150	SHUIKOU HYDROELECTRIC II	PULLER/TENSIONER	TIMBERLAND EQUIPMENT LTD.	825,059
L35300	GUANGDONG PROVINCIAL TRANSPORT	ROAD LINE MARKING TRUCK (2 SETS)	SYSTEM INSTRUMENTS CANADA, INC.	632,803
L35810	RAILWAY VI	ENVIRONMENTAL CONS. SERV. CHINESE ALLOWANCES	AGRA EARTH & ENVIRONMENTAL LTD.	34,030
L35810	RAILWAY VI	ENVIRONMENTAL CONS. SERV. EXPERT'S ALLOWANCES	AGRA EARTH & ENVIRONMENTAL LTD.	42,550
L35810	RAILWAY VI	DATA COMMUNICATION SYSTEM	NORTEL	9,585,848
L3716A	SICHUAN GAS DEV'T & CONSERVATION	SKID-MOUNTED GAS DEHYDRATION UNITS	MALONEY INDUSTRIES INC.	3,960,669
L37880	SHENYANG INDUSTRIAL REFORM	ICB107RD: PIT-TYPE NITRIDING FURNACE PLUS OPTIONAL PARTS	NITREX METAL INC.	468,102
L3848A	SICHUAN POWER TRANSMISSION	ENGINEERING CONSULTING SERVICES PHASE II	DESSAU INTERNATIONAL LTD.	1,731,847
L3848A	SICHUAN POWER TRANSMISSION	35 KV SHUNT REACTORS AND 35 KV SERIES REACTORS	HAEFELY TRENCH	2,615,658
				\$19,896,566

CONGO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C27750	PRIVATIZATION & CAPACITY BUILDING	RESTRUCTURING OF ATC	CPCL LTEE	419,000
C27750	PRIVATIZATION & CAPACITY BUILDING	TECHNICAL ADVICE FOR PRIVATIZATION COMMITTEE	REGIE INC.	510,000
L28680	PUBLIC ENTERPRISE REFORM - TA	RESTRUCTURING OF ATC	CPCS LTEE	631,000
				\$1,560,000

COSTA RICA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L34140	BASIC EDUCATION	IMPACT EVALUATION EDUCATION INFORMATICS	UNIVERSITE DE MONTREAL	327,600
				\$327,600

CÔTE D'IVOIRE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP9890	EDUCATION & TRAINING SUPPORT	STUDY TOWARD DIAGNOSTIC ANAL. OF PEDAGOGIC MGT & SET	CTRE CANAD. ETUDES & COOP. INTL	82,176
C27540	PRIVATE ELECTRICITY	TECHNICAL ASSISTANCE FOR TRANSMISSION SYSTEM	SNC LAVALIN INTERNATIONAL	345,780
LP9890	EDUCATION & TRAINING SUPPORT	STUDY TOWARD DIAGNOSTIC ANAL. OF PEDAGOGIC MGT & SET-UP ACTION	CTRE CANAD. ETUDES & COOP. INTL	82,176
L31860	FORESTRY SECTOR	TECHNICAL ADVISOR TO THE GENERAL DIRECTOR OF FORESTRY	CONSORTIUM REXFOR/BLAIS MC NEI	163,379
L31860	FORESTRY SECTOR	TECHNICAL ADVISOR TO THE GENERAL DIRECTOR OF FORESTRY	CONSORTIUM REXFOR/BLAIS MC NEI	203,856
				\$877,367

EL SALVADOR

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L33890	POWER TAL	TECH. ASSIST/REH. "5 DE NOVIEMBRE" POWER PLANT (PHASE II)	SNC-LAVALIN INTERNATIONAL INC.	149,695
L39200	ENERGY SECTOR	TECH. ASSIST/REH. "5 DE NOVIEMBRE" POWER PLANT (PHASE II)	SNC-LAVALIN INTERNATIONAL INC.	470,009
				\$619,704

ÉQUATEUR

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37300	IRRIGATION TA	PREPARATION OF WATER RESOURCES STRATEGY STUDY	HENDRIK SAALTINK	201,215
				\$201,215

ÉRYTHRÉE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C28230	COMMUNITY DEVELOPMENT FUND	TECHNICAL ASSISTANCE SERVICES FOR WATER SUPPLY	WARDROP	195,000
				\$195,000

ÉTHIOPIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21610	SECOND ADDIS ABABA URBAN DEVELOPMENT	33 DESK TOP COMPUTERS, 16 PRINTER, 26 MISC. SOFTWARE	DOBA INDUSTRIAL TRADING P.L.C.	118,747
				\$118,747

GABON

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
I27507	UDEAC DEV. TX/IRF REF	STUDY ON CFA DEV AND TRADE REFORM IMPACT IN UDEAC	HEC/CETAI	164,900
L37770	TRANSPORT SECTOR TA	TECH. ASSISTANCE FOR AIRPORTS AND CIVIL AVIATION	TECSULT INTERNATIONAL	206,144
L37770	TRANSPORT SECTOR TA	INTERMODAL TRANSPORT STUDY	TECSULT INTERNATIONAL	433,200
				\$804,244

GÉORGIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C28480	STRUCTURAL ADJUSTMENT TA	HOUSEHOLD SURVEY/STATISTICAL ASSISTANCE	STATISTICS CANADA	74,411
C28520	HEALTH	PCU-ACCOUNTING/FINANCING AND PROC. CONSULTANCY	RESOURCES MANAGEMENT CONS. LTD.	312,500
C29440	OIL INSTITUTION BUILDING	BAKU-SUPSA MAJOR OIL EXPORT PIPELINE FEASIBILITY STUDY	SNC LAVALIN	979,907
				\$1,366,818

GHANA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C18470	PUBLIC ENTERPRISE T.A.	MONETIZING GHANA'S 10% INTEREST IN MINING PROJECTS	A.C.A. HOWE INTERNATIONAL, LTD	250,000
C19760	FORESTRY	CONSULTANCY	TREVELYN CONSULTING, INC. CAN	52,913
C20610	POWER SECTOR (ELEC. CORP. GHANA FIFTH POWER)	VARIATION ORDER ON SUBTRANS. & DISTR. ON MASTER PLAN	ACRES INTERNATIONAL	333,253
C21090	VOLTA RIVER AUTHORITY/SIXTH POWER	TURBINE UPGRADING (MODEL TESTS)-PHASE I	G.E. HYDRO	242,900
C21570	URBAN II (SEC CITIES)	LAND ADMINISTRATION INFORMATION SYSTEMS ADVISOR	DR. G.J.M. ZARZYCKI	42,100
C21570	URBAN II (SEC CITIES)	DIGITAL MAPPING EXPERT FOR SURVEY DEPARTMENT	IAN K. ISAACS	90,598
C22470	NAT'L AGRICULTURAL RESEARCH	SUPPLY OF SURGICAL EQUIPMENT & VETERINARY EQUIPMENT	INTERNATIONAL TRADE CORP. DEV.	149,816
C24260	ENVIRONMENT	CONSULTANCY	ACRES INTERNATIONAL LIMITED	227,401
C24260	ENVIRONMENT	TECHNICAL ASSISTANCE AND SUPPLY OF EQUIPMENT	TERRA SURVEY	476,186
C27130	FISHERIES	MONITORING, CONTROL AND SURVEILLANCE	AGRODEV CANADA INC./LGL LTD.	135,235
C27130	FISHERIES	MARINE FISHERIES AND MANAGEMENT	AGRODEV INC. CANADA	114,761
C27130	FISHERIES	MONITORING, CONTROL AND SURVEILLANCE SPECIALIST	AGRODEV INC. CANADA	135,235
C27130	FISHERIES	INLAND FISHERIES MANAGEMENT (AQUACULTURE SPECIALIST)	RAMBOL, CANADA	117,531
C27130	FISHERIES	CONSULTANCY FOR INLAND FISHERIES MANAGEMENT	ROCHE INTL./RAMBOL, CANADA	117,531
C28360	URBAN ENVIRONMENTAL SANITATION	FINAL DESIGN FOR ACCRA-SECONDI-TAKORADI DRAINAGE SYSTEMS	M/S SNC LAVALIN INT./TWUMBOAFO	462,302
C28770	PUBLIC ENTERPRISE & PRIVATIZATION	OUTSOURCING CONSULTANT FOR CITY EXPRESS SERVICES/OMNIBUS SER	THE ARA CONSULTING GROUP INC.	319,500
				\$3,267,262

GUINÉE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C24160	POWER II	SUPPORT TO ENELGUI IN PLANNING AND DEMAND FORECAST	REGIE INC., CANADA	163,030
C25740	HEALTH & NUTRITION SECTOR	TECH. ASS. IN HUMAN SERVICES IN THE HEALTH SECTOR	SOCIETE CIDE/CANADA	118,413
C27190	EQUITY AND SCHOOL IMPROVEMENT	CONSTRUCTION OF 10 PRIMARY SCHOOLS	C.E.C.I.	467,500
C28740	MINING INVESTMENT PROMOTION	AIRBORN GEOPHYSICS	AERODAT	908,200
C28740	MINING INVESTMENT PROMOTION	INSTITUTIONAL COMPONENT	KILBORN TECSULT	936,889
C28740	MINING INVESTMENT PROMOTION	LEGAL COMPONENT	STIKEMAN, ELLIOTT	1,066,370
				\$3,982,477

HAÏTI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C20530	POWER V	AMENDMENT #1/SUP/INSTALLATION 15/21MV DIESEL POWER PLAN AT	LE BUREAU D'ETUDES ARCHER INC.	65,000
C26910	ROAD MAINTENANCE & REHABILITATION	TRAFFIC STUDY FOR PORT AU PRINCE AREA	PLURAM INTERNATIONAL /SNC-LAVALIN	679,391
C26910	ROAD MAINTENANCE & REHABILITATION	COMPLETION OF THE TRAFFIC STUDY	PLURAM INTERNATIONAL/SNC-LAVALIN	768,278
C26910	ROAD MAINTENANCE & REHABILITATION	FEASIBILITY STUDY	SINAS CONSULTANTS INC.	276,910
				\$1,789,579

HONGRIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L3635	TAX ADMINISTRATION MODERNIZATION	PROJECT COORDINATOR	MR. IMI ROHEIM	456,515
				\$456,515

INDE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23650	NATIONAL HIGHWAYS II	CONSTRUCTION OF SUPERVISION OF CIVIL WORKS-MAHARASHTRA	N.D. LEA INTERN./LOUIS BERGER	4,519,939
				\$4,519,939

INDONÉSIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L38450	RURAL ELECTRIFICATION II	PROVIDE EXPERT TECHNICAL ASST TO PLN: TRANSFER OF TECHNOLOGY	HYDRO QUEBEC INTERNATIONAL INC.	162,327
L39040	TELECOM SECTOR MODERNIZATION	PERSONAL COMMUNICATION SERVICES CONSULTANCY SUPPORT	MCCARTHY TETRAULT	200,000
L39046	TELECOM SECTOR MODERNIZATION	REVISION OF THE INDONESIAN TELECOM REGULATORY FRAMEWORK	MCCARTHY TETRAULT	164,000
L39136	TA FOR INFRA. II	CONS. SERV. FOR PREPARA. OF BID DOC. FOR RAILWAY EFF. PROJECT	CANAC INTERNATIONAL LTD.	83,209
L39136	TA FOR INFRA. II	REVIEW OF PREP. OF BID DOCUMENT FOR RAILWAY EFFICIENCY	CANAC INTERNATIONAL LTD.	851,187
L39136	TA FOR INFRA. II	TA SERVICES FOR MOC INTER AGENCY COORDINATING COMMITTEE	N.D. LEA INTERNATIONAL LTD.	394,488
L40540	STRATEGIC URBAN ROADS INFRASTRUCTURE	CONS. SERVICES FOR CONSTRUCTION OF SURIP	N.D. LEA INTERNATIONAL LTD.	3,066,688
				\$4,921,900

JAMAÏQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L32750	ROAD PLANNING AND MAINTENANCE	RESETTLEMENT PLANNING AND ADDITIONAL DRAINAGE WORK	M.M. DILLON	136,048
				\$136,048

JORDANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
I28813	FINANCIAL SECTOR	SECURED FINANCING LAW TA	DAVIES, WARD & BECK	20,000
I28813	FINANCIAL SECTOR	LEASING LEGISLATION - PREPARATION	PROFESSOR RONALD C.C. CUMING	10,000
I28843	INFO. SECTOR ASSESS.	PREPARE DOCUMENTS PRODUCED BY NIC UNDER GRANT & NT'L INFO SY	BNK INFORMATICS CANADA INC.	12,000
L35680	TRANSPORT III	ARC CONCESSIONING - TECHNICAL ASSISTANCE	CPCS TRANSCOM	289,766
				\$331,766

MADAGASCAR

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C22430	LIVESTOCK	EXTENS. AND DEVELOPMENT OF CREDIT AGENCIES IN THE IMERINA RG	DEVELOPMENT INTERNA. DESJARDINS	303,420
C24970	FINANCIAL INSTITUTIONS DEVELOPMENT	DIAGNOSTIC SUR LA GESTION DES SIGNES MONETAIRES	CURRENCY ADVISORY GROUP INT.	83,058
C24970	FINANCIAL INSTITUTIONS DEVELOPMENT	SEMINAIRE EN MACROECONOMIE MONETAIRE	SETYM INTERNATIONAL	86,300
				\$472,778

MALAISIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L36820	HEALTH	DESIGN, CONTRACT MANAGEMENT AND SUPERVISION SERVICES	JT. VENT. LED BY DAVID ELLIS	85,031
				\$85,031

MALAWI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C2696	RAILWAYS RESTRUCTURING	PRIVATIZATION STUDY AND ADVISORY SERVICES	HICKLING TRANSCOM LTD.	409,800
				\$409,800

MALI

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP7790	REGIONAL POWER	ENVIRONMENTAL IMPACT PROGRAM PREPARATION	COYNE & BELLIER-FICHTNER-TECSU	75,000
CP7790	REGIONAL POWER	ENVIRONMENTAL IMPACT PROGRAM PREPARATION	COYNE & BELLIER-FICHTNER-TECSU	89,000
C19980	POWER II	COMMERCIAL TRAINING	GROUPEMENT SHEC	191,210
C21630	AG SECAL	SENSITIZATION CAMPAIGN FOR WATER SUPPLY COMPONENT - AVENANT 3	TECSULT SEROHS	143,314
				\$498,524

MAROC

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L40910	PSD III - VOCATIONAL TRAINING	LONG TERM STRATEGY FOR IN-SERVICE TRAINING	CIDE/TECCART	307,510
				\$307,510

MONGOLIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C23210	TA PROJECT	CONSULTANT SVCS: DEVELOPMENT OF MINING & EXTRACTIVE INDUSTRY	JACK GARNETT	33,000
				\$33,000

MOZAMBIQUE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C24790	RURAL REHABILITATION	STUDY - PROVISION OF RURAL WATER SUPPLY & SANITATION IN MOZ	COWATER INTERNATIONAL INC.	204,740
C26290	GAS ENGINEERING	ACCOUNTING & AUDITING SERVICES	COOPERS AND LYBRAND	300,000
				\$504,740

NIGER

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C26180	EDUCATION III	AUDIT	THOMASSIN DEPT. INTERNATIONAL	92,623
				\$92,623

UGANDA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP9820	LOCAL GOVERNMENT DEV'T PROGRAM	INVESTMENT FORMULATION STUDY CONSULTANCY	WARDROP ENGINEERING INC.	586,594
				\$586,594

PAKISTAN

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP7610	NWFP COMMUNITY INFRASTRUCTURE	CONSULTANCY FOR THE STRENGTHENING OF NATIONAL HOUSING AUTHOR	OVERSEAS PROJECTS CORP OF VICT	1,151,026
C25120	NORTHERN PAKISTAN RESOURCE MANAGEMENT		AGRODEV CANADA	72,000
L32410	TRANSPORT SECTOR	CONSULTANCY FOR LONG TERM TECHNICAL CONSULTANTS	HICKLING TRANSCOM	832,575
				\$2,055,601

PHILIPPINES

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L32630	EARTHQUAKE RECONSTRUCTION	SYNTHETIC APERTURE RADAR DATA FOR MINDANAO	IITC HOLDING LTD	726,739
				\$726,739

RUSSIE, FEDÉRATION DE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L35320	EMPLOYMENT SERVICES & SOCIAL PROTECTION	TRAINING IN INVESTIGATION OF UNEMPLOYMENT BENEFIT FRAUD	CANADIAN COMMERCIAL CORP.	40,000
L3734A	FINANCIAL INSTITUTIONS DEVELOPMENT	TWINNING ARRANGEMENT	CANADIAN IMPERIAL BANK	2,999,999
L37340	FINANCIAL INSTITUTIONS DEVELOPMENT	TECHNOLOGY DEVELOPMENT	NORTEL	3,969,315
L38060	ENVIRONMENTAL MANAGEMENT	DEV. A PROTOTYPE FOR COST-EFFECTIVE WATER MONITORING SYSTEM	EDWIN DAVID ONGLEY	24,808
L38240	MANAGEMENT AND FINANCIAL TRAINING	BANKING TRAINING PROGRAM ADVISER	WILLIAM T. RIGGINS	140,000
				\$7,174,122

RWANDA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C21360	TRANSPORT SECTOR	TECHNICAL ASSISTANCE-ROAD SAFETY PROGRAM	BEROCAN INTERNATIONAL INC.	220,160
C21360	TRANSPORT SECTOR	CONSULTANT SERVICES FOR SENSIBILIZATION	SIRTEC INC.	140,100
				\$360,260

SÉNÉGAL

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C18840	MUNICIPAL HOUSING DEVELOPMENT	PROVISION OF EQUIPMENT TO MANAGE PARKING IN THE PLATEAU	VIMAX & STATIONNEMENT/ AGETIP	509,603
C19100	TA DEVELOPMENT MGMT	SUPPLY OF COMPUTER EQUIPMENT	CANSOC	159,595
C19100	TA DEVELOPMENT MGMT	SUPPLY OF COMPUTER EQUIPMENT	CANSOC	789,935
C22660	TRANSPORT SECTOR ADJUSTMENT	TECHNICAL ASSISTANCE TO DIRECTORATE OF PUBLIC WORKS	LAVALIN/BCEOM	1,236,188
				\$2,695,321

SIERRA LEONE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP8720	TRANSPORT SECTOR	RESTRUCTURING STUDY OF SLPA	HICKLING	164,932
C24510	ROADS REHABILITATION & MAINTENANCE	TECH. ASST. FOR MECHANICAL SERVICES UNIT	CHRISTOPHER KAHANDALIYANGE	149,620
				\$314,552

TANZANIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C22020	PETROLEUM REHABILITATION	MNAZI BAY CONSULTING SERVICES BY ACRES	ACRES INTERNATIONAL	256,956
C22670	RAILWAYS RESTRUCTURING	TRACK STANDARDS STUDY	CANARAIL	341,082
C24890	POWER VI	CONSULTING SERVICES FOR A POWER SYSTEM MASTERPLAN	ACRES INTERNATIONAL	1,568,060
				\$2,166,098

TCHAD

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
CP9310	CHAD/CAMEROON PIPELINE	PANEL OF EXPERTS ON ENVIRONMENT	IRIS ENVIRONMENTAL SYSTEMS	45,000
CP9350	CHAD/CAMEROON PIPELINE	PANEL OF EXPERTS ON ENVIRONMENT	IRIS ENVIRONMENTAL SYSTEMS	63,000
C21840	ENGINEERING	FEASIBILITY STUDY	SNC-LAVALIN INTERNATIONAL	112,200
				\$220,200

TOGO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C20180	PRE-INVESTMENT PROJECT	CONSULTANT SERVICES	CRC SOGEMA	103,820
C21710	POWER REHABILITATION	DESIGN OF ELECTRICITY DISTRIBUTION STANDARDS	DECON/SNC LAVALIN	281,690
				\$385,510

TRINITÉ-ET-TOBAGO

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L37840	WATER SECTOR INSTITUTIONAL STRENGTHENING	FEASIB. STUDY & DESIGN OF INSTALL. OF BULK METERING SYSTEM	MAC VIRO CONSULTANTS	218,707
				\$218,707

TUNISIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L30640	FIFTH URBAN	UPDATING OF EMM/2 SOFTWARE FOR DISTRICT OF TUNIS	INRO-CANADA	9,253
L34560	HIGHER EDUCATION	TRAINING SESSIONS FOR STUDENTS OF TROISIEME PROMOTION 1995/97	CONSORTIUM ACCC/CIDE	264,184
L37860	SECONDARY EDUCATION	TRAINING (COMPONENTS 2, 5, 6 AND 7)	CIDE - CANADA	1,075,889
				\$1,349,327

TURQUIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L35110	EARTHQUAKE REHABILITATION & RECONSTRUCTION	SENIRKENT - DESIGN AND SUPERVISION OF INFRASTRUCTURE	DELCAN/SU. YAPI	331,250
				\$331,250

URUGUAY

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L35170	PUBLIC ENTERPRISE REFORM	POSTAL OFFICE REORGANIZATION	CANADA POST SYSTEMS MGMT CO	428,250
				\$428,250

VENEZUELA

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
L34950	LOW-INCOME BARRIOS IMPROVEMENT	AUTOMATION OF CADASTRE - LIMA	TECSULT	154,169
L34950	LOW-INCOME BARRIOS IMPROVEMENT	AUTOMATION OF CADASTRE	TECSULT	244,924
L34950	LOW-INCOME BARRIOS IMPROVEMENT	AUTOMATION OF CADASTRE - MONAGAS	TECSULT	568,726
L34950	LOW-INCOME BARRIOS IMPROVEMENT	AUTOMATION OF CADASTRE - YARACUY	TECSULT/VENEZONALA	182,051
L40310	MONAGAS WATER	CONTRATACION ORGANIZACION NO GUB. (ONG) P/ASESORAR PROPAMAR	CESAP/CARE CANADA	316,150
				\$1,466,019

YÉMEN, REPUBLIQUE DU

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
I28869	LEGAL REFORM	TRAINING OF JUDGE NAGEEB SHAMIRY	COMMONWEALTH EDUCATION INSTIT.	9,042
				\$9,042

ZAMBIE

NUMÉRO DE C/P	NOM DU PROJET	OBJET DU MARCHÉ	FOURNISSEUR	VALEUR DU MARCHÉ
C22690	MINING TECHNICAL ASSISTANCE	MANAGEMENT SERVICES	STAN CZERWONKA	66,850
C22690	MINING TECHNICAL ASSISTANCE	MANAGEMENT SERVICES	W. ATKINS	107,004
C22690	MINING TECHNICAL ASSISTANCE	MANAGEMENT SERVICES	W.L. CONNOLLY	110,004
C24290	EDUCATION REHABILITATION I	TECHNICAL ASSISTANCE FOR TRAINING & INSTITUTIONAL SUPPORT	ASS. OF CANADIAN COMM. COLLEGES	435,123
C26210	PETROLEUM SECTOR REHABILITATION	RESTRUCTURING OF TECHNICAL CELL AT THE MINISTRY OF ENERGY	MR. SEXSMITH	60,000
				\$778,981

VALEUR TOTALE DES MARCHÉS ADJUGÉS AU CANADA	\$84,109,302
--	---------------------

Source: Service d'établissement des politiques sur les opérations
 Groupe de la politique et de la coordination des achats
 Banque mondiale
 (Valeur des marchés exprimée en dollars US)

TOGO

VENTURE A

PROJETS	DESCRIPTION	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	STATUT
01/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	01/90	01/90	TERMINÉ
02/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	02/90	02/90	TERMINÉ
03/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	03/90	03/90	TERMINÉ
04/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	04/90	04/90	TERMINÉ
05/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	05/90	05/90	TERMINÉ
06/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	06/90	06/90	TERMINÉ
07/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	07/90	07/90	TERMINÉ
08/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	08/90	08/90	TERMINÉ
09/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	09/90	09/90	TERMINÉ
10/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	10/90	10/90	TERMINÉ
11/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	11/90	11/90	TERMINÉ
12/90	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	12/90	12/90	TERMINÉ

VENTURE B

PROJETS	DESCRIPTION	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	STATUT
01/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	01/91	01/91	TERMINÉ
02/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	02/91	02/91	TERMINÉ
03/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	03/91	03/91	TERMINÉ
04/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	04/91	04/91	TERMINÉ
05/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	05/91	05/91	TERMINÉ
06/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	06/91	06/91	TERMINÉ
07/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	07/91	07/91	TERMINÉ
08/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	08/91	08/91	TERMINÉ
09/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	09/91	09/91	TERMINÉ
10/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	10/91	10/91	TERMINÉ
11/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	11/91	11/91	TERMINÉ
12/91	RECONSTRUCTION DE LA MAISON	12/91	12/91	TERMINÉ

REMARQUES: ...

BANQUE MONDIALE - ANNEXE 3 : TABLEAUX STATISTIQUES

DÉCAISSEMENTS DE LA BANQUE MONDIALE PAR HABITANT AUX PAYS DU G7, PAR CATÉGORIE - EXERCICE 1997

	Équipement	Services-conseils	Travaux de génie civil	Autres fournitures	Total
Canada	2.90	1.94	0.20	0.17	5.17
France	6.99	1.64	1.52	0.22	10.38
Allemagne	4.71	0.42	1.57	0.16	6.86
Italie	1.86	0.47	3.03	0.49	5.86
Japon	2.59	0.10	0.24	0.02	2.96
Royaume-Uni	4.71	2.59	0.53	0.07	7.88
États-Unis	2.02	0.69	0.20	0.06	2.97

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1997

VALEUR DES MARCHÉS FAISANT L'OBJET D'UN EXAMEN PRÉALABLE ADJUGÉS AU CANADA ENTRE 1992 ET 1997

	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996	Moyenne pour les exercices 1993 à 1996	Exercice 1997
Valeur	242.1	375.3	110.3	99.8	206.9	82.9

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1997
Montants en millions de dollars US

VALEUR DES MARCHÉS FAISANT L'OBJET D'UN EXAMEN PRÉALABLE ADJUGÉS PAR LA BANQUE MONDIALE ENTRE 1993 ET 1997

	Exercice 1993	Exercice 1994	Exercice 1995	Exercice 1996	Moyenne pour les exercices 1993 à 1996	Exercice 1997
Valeur	23,697	20,836	22,522	21,517	22,143	19,147

Source : Rapport annuel de la Banque mondiale, 1997
Montants en millions de dollars US

VALEUR DES MARCHÉS FAISANT L'OBJET D'UN EXAMEN PRÉALABLE ADJUGÉS AU CANADA, PAR RÉGION - EXERCICE 1997

	Afrique		Asie de l'Est et Pacifique		Moyen-Orient et Afrique du Nord		Amérique latine et Caraïbes		Europe et Asie centrale		Asie du Sud	
	Montant	N ^{bre}	Montant	N ^{bre}	Montant	N ^{bre}	Montant	N ^{bre}	Montant	N ^{bre}	Montant	N ^{bre}
Canada	22.0	79	25.8	20	2.9	10	17.4	27	9.8	11	6.6	4

Source : Groupe de la politique et de la coordination des achats, Banque mondiale
Montants en millions de dollars US

BARÈME MONDIAL - ANNÉE 0 - TABLEAUX STATISTIQUES

DÉTAILS DES MARCHÉS PAR RÉGION AU CANADA EN 1997

Région	Produits	Produits de base	Produits de consommation	Autres produits	Total
Canada	100	100	100	100	100
Ontario	100	100	100	100	100
Québec	100	100	100	100	100
Alberta	100	100	100	100	100
Colombie-Britannique	100	100	100	100	100
Manitoba	100	100	100	100	100
Saskatchewan	100	100	100	100	100
Nouveau Brunswick	100	100	100	100	100
Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Île-du-Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Nord-Ouest	100	100	100	100	100
Yukon	100	100	100	100	100
Terre-Neuve	100	100	100	100	100

VALUEUR DES MARCHÉS PAR RÉGION AU CANADA EN 1997

Région	Produits	Produits de base	Produits de consommation	Autres produits	Total
Canada	100	100	100	100	100
Ontario	100	100	100	100	100
Québec	100	100	100	100	100
Alberta	100	100	100	100	100
Colombie-Britannique	100	100	100	100	100
Manitoba	100	100	100	100	100
Saskatchewan	100	100	100	100	100
Nouveau Brunswick	100	100	100	100	100
Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Île-du-Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Nord-Ouest	100	100	100	100	100
Yukon	100	100	100	100	100
Terre-Neuve	100	100	100	100	100

VALUEUR DES MARCHÉS PAR RÉGION AU CANADA EN 1997

Région	Produits	Produits de base	Produits de consommation	Autres produits	Total
Canada	100	100	100	100	100
Ontario	100	100	100	100	100
Québec	100	100	100	100	100
Alberta	100	100	100	100	100
Colombie-Britannique	100	100	100	100	100
Manitoba	100	100	100	100	100
Saskatchewan	100	100	100	100	100
Nouveau Brunswick	100	100	100	100	100
Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Île-du-Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Nord-Ouest	100	100	100	100	100
Yukon	100	100	100	100	100
Terre-Neuve	100	100	100	100	100

VALUEUR DES MARCHÉS PAR RÉGION AU CANADA EN 1997

Région	Produits	Produits de base	Produits de consommation	Autres produits	Total
Canada	100	100	100	100	100
Ontario	100	100	100	100	100
Québec	100	100	100	100	100
Alberta	100	100	100	100	100
Colombie-Britannique	100	100	100	100	100
Manitoba	100	100	100	100	100
Saskatchewan	100	100	100	100	100
Nouveau Brunswick	100	100	100	100	100
Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Île-du-Prince-Édouard	100	100	100	100	100
Nord-Ouest	100	100	100	100	100
Yukon	100	100	100	100	100
Terre-Neuve	100	100	100	100	100

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT - ANNEXE 4 : MARCHÉS ADJUGÉS
AU CANADA (EXERCICE 1997)

MARCHÉS ADJUGÉS À DES CABINETS D'EXPERTS-CONSEILS

NOM DU FOURNISSEUR : CANADIAN COMMERCIAL CORPORATION	
PAYS EMPRUNTEUR : JAMAICA	VALEUR DU MARCHÉ : 306,110
SECTEUR ET SERVICES : HEALTH - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	
NOM DU FOURNISSEUR: CONSORCIO CRC-SOGEMA/DESSAU	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 543,180
SECTEUR ET SERVICES: TRANSPORTATION - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	
NOM DU FOURNISSEUR: DEMAND SIDE ENERGY Services-conseils	
PAYS EMPRUNTEUR: JAMAICA	VALEUR DU MARCHÉ: 228,673
SECTEUR ET SERVICES: ENERGY - TECHNICAL STUDIES	
NOM DU FOURNISSEUR: ECOSPHERICS INTERNATIONAL INC.	
PAYS EMPRUNTEUR: TRINIDAD AND TOBAGO	VALEUR DU MARCHÉ: 45,153
SECTEUR ET SERVICES: TOURISM - ENVIRONMENTAL STUDIES	
NOM DU FOURNISSEUR: MONTERVAL INC.	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 115,150
SECTEUR ET SERVICES: TRANSPORTATION - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	
NOM DU FOURNISSEUR: N.D. LEA INTERNATIONAL	
PAYS EMPRUNTEUR: TRINIDAD AND TOBAGO	VALEUR DU MARCHÉ: 672,906
SECTEUR ET SERVICES: TRANSPORTATION - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	
NOM DU FOURNISSEUR: SNC - LAVALIN INTERNATIONAL INC.	
PAYS EMPRUNTEUR: EL SALVADOR	VALEUR DU MARCHÉ: 1,348,602
SECTEUR ET SERVICES: ENERGY - ENVIRONMENTAL STUDIES	
NOM DU FOURNISSEUR: STANLEY INTERNATIONAL GROUP INC.	
PAYS EMPRUNTEUR: TRINIDAD AND TOBAGO	VALEUR DU MARCHÉ: 1,136,830
SECTEUR ET SERVICES: TRANSPORTATION - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	

NOM DU FOURNISSEUR: THE ARA CONSULTING GROUP INC.	
PAYS EMPRUNTEUR: BAHAMAS	VALEUR DU MARCHÉ: 999,700
SECTEUR ET SERVICES: TOURISM - INSTITUTIONAL STUDIES	

VALEUR TOTALE DES MARCHÉS :	\$5,396,304
-----------------------------	-------------

MARCHÉS ADJUGÉS À DES CONSULTANTS INDIVIDUELS

NOM DU CONSULTANT : DANIEL BENAY	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 22,000
SECTEUR ET SERVICES: GOVERNMENT - TECHNICAL STUDIES	

NOM DU CONSULTANT: RICHARD BOULET	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 5,563
SECTEUR ET SERVICES: GOVERNMENT - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	

NOM DU CONSULTANT: JEAN-PAUL CARRIER	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 5,650
SECTEUR ET SERVICES: MISCELLANEOUS - OTHERS	

NOM DU CONSULTANT: ILAN DUNSKY	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 18,000
SECTEUR ET SERVICES: GOVERNMENT - TECHNICAL STUDIES	

NOM DU CONSULTANT: EDWARD FARELL	
PAYS EMPRUNTEUR: EL SALVADOR	VALEUR DU MARCHÉ: 69,136
SECTEUR ET SERVICES: TELECOMMUNICATIONS - OTHERS	

NOM DU CONSULTANT: THOMAS HOUSTON	
PAYS EMPRUNTEUR: TRINIDAD AND TOBAGO	VALEUR DU MARCHÉ: 15,224
SECTEUR ET SERVICES: ENERGY - OPERATIONS STUDIES	

NOM DU CONSULTANT: ALAN LANDSBERG	
PAYS EMPRUNTEUR: HAITI	VALEUR DU MARCHÉ: 7,138
SECTEUR ET SERVICES: GOVERNMENT - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	

NOM DU CONSULTANT: PHILIPPE LORENZI	
PAYS EMPRUNTEUR: ECUADOR	VALEUR DU MARCHÉ: 140,000
SECTEUR ET SERVICES: MISCELLANEOUS - MARKET STUDIES	

NOM DU CONSULTANT: JORGE SILVIO MARSON	
PAYS EMPRUNTEUR: EL SALVADOR	VALEUR DU MARCHÉ: 5,545
SECTEUR ET SERVICES: MISCELLANEOUS - TECHNICAL ASSISTANCE/ADVISORY SERVICES	

NOM DU CONSULTANT: ALAN MARTIN	
PAYS EMPRUNTEUR: PERU	VALEUR DU MARCHÉ: 46,790
SECTEUR ET SERVICES: MISCELLANEOUS - OTHERS	

VALEUR TOTALE DES MARCHÉS:	\$335,046
----------------------------	-----------

Subtotal	
Grand Total	
Country	
Department	

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT - ANNEXE 5 : TABLEAUX STATISTIQUES

DÉCAISSEMENTS DE LA BID PAR HABITANT AUX PAYS NON-EMPRUNTEURS

	Décaissements par habitant (US\$)
États-Unis	3.74
Belgique	3.47
Italie	2.61
Espagne	2.52
Pays-Bas	1.74
Allemagne	1.31
Suisse	1.27
Israël	1.23
Canada	0.73
Danemark	0.67

Source: Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement, 1997

STATISTIQUES
BANQUE INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT - ANNEXE 2 : TABLEAUX

DÉCAISSEMENTS DE LA BID PAR RÉSULTAT AUX PAYS NON-MEMBRES

Décassements par habitant (US\$)

Pays	Décassements par habitant (US\$)
Allemagne	0.97
Canada	0.73
Japon	1.33
Suisse	1.37
Allemagne	1.37
Pays-Bas	1.37
Espagne	1.74
Italie	2.52
Belgique	2.81
États-Unis	3.47
	3.74

Source: Banque mondiale et Banque internationale de développement, 1997.

ANNEXE 6 : LE RÔLE DU BLIFI À WASHINGTON

RESPONSABILITÉS DU BLIFI

Le Bureau de liaison avec les institutions financières internationales (BLIFI) a été officiellement mis sur pied en 1985, formant une partie constituante de la Section des relations économiques de l'ambassade du Canada à Washington.

Le BLIFI apporte un appui aux entreprises et aux organismes du secteur privé du Canada qui cherchent des débouchés dans les pays en développement financés par le Groupe de la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les ministères, organismes et sociétés d'État des deux paliers de gouvernement, qui cherchent également à collaborer plus étroitement avec ces institutions, constituent un autre groupe important de clients pour le BLIFI.

Dans son rôle de représentant des intérêts commerciaux du Canada auprès de la Banque mondiale et de la BID, le BLIFI est appelé à exercer un certain nombre de fonctions consultatives, analytiques et opérationnelles, notamment :

- 1) répondre une à une aux milliers de demandes de renseignements sur les IFI provenant de clients canadiens afin d'aider les secteurs privé et public canadiens à mieux comprendre le mode d'organisation, la structure et les méthodes de passation des marchés des IFI;
- 2) informer des clients individuellement sur les possibilités spécifiques qu'offrent les IFI et les conseiller sur les meilleures stratégies de marketing à adopter à l'égard de ces institutions;
- 3) aider à résoudre les différends sur la passation de marchés découlant des activités des IFI;
- 4) chercher de façon proactive à connaître les changements de tendances qui se produisent dans les prêts accordés par les IFI, que ce soit par secteur, par région ou en fonction des catégories, et repérer les grands projets prioritaires dont les Canadiens sont à l'affût;
- 5) recueillir des informations sur les projets ainsi que des renseignements d'ordre géographique et sectoriel auprès des IFI, et les diffuser;
- 6) rédiger des documents d'information pour les principaux groupes de clients et diffuser certains documents choisis que produisent les IFI et qu'il n'est pas facile de se procurer directement auprès des banques;
- 7) identifier les personnes-ressources pour les clients et organiser des rencontres et des programmes à la Banque mondiale et à la BID;
- 8) aider les clients canadiens à organiser des exposés techniques à l'intention des cadres des IFI;
- 9) organiser des événements spéciaux tels que des missions commerciales canadiennes aux IFI et des déjeuners bimensuels pour les Canadiens travaillant à la Banque mondiale et à la BID, ce qui offre aux clients du BLIFI issus du milieu des affaires une excellente occasion d'établir des liens avec les employés canadiens de ces institutions;

- 10) participer à des activités éducatives, dont des colloques, des réunions et des conférences qui ont lieu au Canada afin d'y informer les participants sur les pratiques et politiques de passation des marchés des IFI et recruter des conférenciers des IFI pour de tels événements.

En raison de la grande variété des secteurs d'activité de la Banque mondiale et de la BID dans les pays en développement, les activités du BLIFI ne se limitent pas à un secteur industriel ou à une région géographique en particulier. Le BLIFI établit plutôt un ordre de priorité dans ses responsabilités en fonction de la demande de l'industrie et des capacités d'approvisionnement du Canada.

Collaborant étroitement avec les bureaux des administrateurs canadiens à la Banque mondiale et à la BID qui s'occupent principalement des orientations de leurs institutions respectives à l'égard des programmes de prêt et des pratiques de gestion, le BLIFI contribue également à la préparation d'initiatives prises par le gouvernement du Canada, à Ottawa, qui visent à améliorer la performance du Canada en matière de passation de marchés avec les IFI.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU BLIFI

Composé d'un délégué commercial principal, de deux délégués commerciaux et d'un employé de soutien, le BLIFI relève directement du chef de la Section du développement du commerce international de l'ambassade du Canada. Il est surtout en communication avec la Direction du financement à l'exportation (TBF) du MAECI à Ottawa.

Le BLIFI communique également de façon fréquente avec les organismes suivants :

- 1) les bureaux de Manille, Abidjan et Bridgetown, qui exercent des fonctions similaires auprès, respectivement, des banques de développement asiatique, africaine et des Caraïbes;
- 2) les ambassades et missions du Canada dans les pays en développement;
- 3) l'Agence canadienne de développement international et d'autres ministères fédéraux;
- 4) les centres du commerce international répartis à travers le Canada.

Pris dans son ensemble, ce réseau fait partie intégrante de la structure internationale d'appui du Canada aux entreprises désireuses de profiter des débouchés découlant des interventions des IFI dans les pays en développement.

DUE DATE

DATE DUE
DATE DE RETOUR

OCT 09 2011

participer à des activités éducatives, dont des colloques, des réunions, à des conférences qui ont lieu au Canada afin d'y informer les participants sur les pratiques et politiques de passage des marchés des IFL et recruter des conférenciers des IFL pour de tels événements.

En raison de la grande variété des secteurs d'activités de la Banque mondiale et de la BID dans les pays en développement, les activités du BLIF ne se limitent pas à un secteur industriel ou à une région géographique en particulier. Le BLIF exerce plutôt un ordre de priorité dans ses responsabilités en fonction de la demande de l'industrie et des capacités d'approvisionnement du Canada.

Collaborant étroitement avec les bureaux des administrateurs canadiens à la Banque mondiale et à la BID qui s'occupent principalement des orientations de leurs institutions respectives à l'égard des programmes de prêt et des pratiques de gestion, le BLIF contribue également à la préparation d'instances de prêt et des programmes de gestion, à Ottawa, qui visent à améliorer la performance du Canada en matière de passage de marchés avec les IFL.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE DU BLIF

Composé d'un délégué commercial principal, de deux délégués commerciaux et d'un employé de soutien, le BLIF relève directement du chef de la Section du développement du commerce international de l'ambassade de Canada. Il est en tout en communication avec la Direction du financement à l'exportation (DAE) du MAECI à Ottawa.

Le BLIF communique également de façon fréquente avec les organismes suivants :

- 1) les Bureaux de Manille, Abojan et Bridgetown, qui exercent des fonctions similaires à celles, respectivement, des banques de développement asiatique, africaine et des Caraïbes;
- 2) les ambassades et bureaux du Canada dans les pays en développement;
- 3) l'Agence canadienne de développement international et d'investissement (ACDI);
- 4) les bureaux du commerce international et d'investissement (BIC) de l'Agence canadienne de développement international et d'investissement (ACDI).

Enfin dans son ensemble, le BLIF fait partie intégrante de la structure internationale d'appui du Canada aux entreprises d'exportation de produits manufacturés, agricoles et miniers dans les pays en développement.



PRÉPARER PAR LE BUREAU DE LIAISON AVEC LES
INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (BLIFI)

AMBASSADE DU CANADA

501 PENNSYLVANIA AVENUE, N.W.

WASHINGTON, D.C. 20001

TÉLÉPHONE (202) 682-7788

TÉLÉCOPIE (202) 682-7789